bimensuel
n°50 - 12.04.79
5Ff● 35Fb● 3Fs●

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

Iran : les principales épreuves de force restent à venir

Europe : faire entendre la voix de l'internationalisme

Femmes : la lutte pour l'avortement

INPRECOR
INTERCONTINENTAL PRESS

Abonnement UN an 25 numéros

TARIFS

100 FF, 50 FS, 700 FB, 20 dollars Can Par avion, USA et Canada 30 dollars par an.
Pour les autres pays écrire à la rédaction
Versement : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les envoyer à « Inprecor ».

Découper ce bulletin
et le retourner à «Inprecor»
accompagné d'un chèque bancaire
libellé au nom de Pascal Henri
Boîte postale 57,
93101 - Montreuil Cédex - France

NOM .....
PRENOM .....
ADRESSE .....
.....
.....
PAYS .....

Sommaire

Page 3 — MOYEN-ORIENT
Le Moyen-Orient après le traité de Washington
Livio Maïtan

Page 5 — IRAN
Après le référendum sur la République islamique : les principales épreuves de force restent à venir
Michel Rovere

Page 12 — YEMEN
Le conflit au Yémen : de gros intérêts en jeu
David Frankel

Page 16 — EUROPE
L'enjeu des élections européennes de juin 1979 (3)
Anna Libera

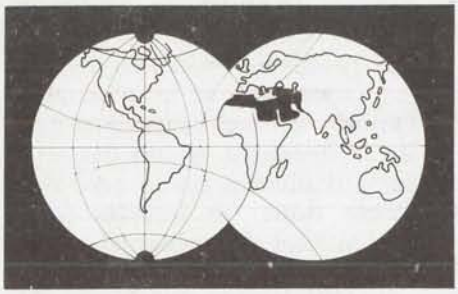
Page 22 — FRANCE
Avant les congrès du Parti socialiste et du Parti communiste
Pierre Frank

Page 28 — FEMMES
Europe : l'offensive de la bourgeoisie et le mouvement ouvrier face à la lutte pour l'avortement - Le 31 mars : un premier bilan des mobilisations
Jacqueline Heinen

«Inprecor», Boîte postale 57, 93101, Montreuil/Cedex - France
Directeur de publication : Jean-François Godchau
Imprimé par Rotographie (Montreuil). Commission paritaire: No 59 117

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

- ISSN - 0378 - 8342



Editorial

Le Moyen-Orient après le traité de Washington

Livio MAITAN

● Le traité entre l'Egypte et Israël, avec la participation directe des Etats-Unis, a été signé avec une mise en scène digne des films hollywoodiens d'autrefois. Pourtant, le contraste a été total entre cette mise en scène artificielle et les réactions avec lesquelles l'événement a été accueilli dans le monde et notamment dans les pays les plus directement intéressés. Ni en Egypte, ni en Israël la signature n'a provoqué de manifestations analogues à celles qui avaient accompagné le fameux voyage de Sadate : tout le monde se rend compte en effet que le traité ne garantit aucunement le rétablissement de la paix dans la région et que les résultats acquis ne sauraient être plus précaires.

Il est par ailleurs significatif que les alliés fidèles des Etats-Unis, les neuf pays de la Communauté européenne, n'aient pas pavoisé non plus. Leur déclaration commune, au-delà de quelques formules stéréotypées, met l'accent sur le fait que l'accord entre l'Egypte et Israël ne représente pas un règlement global, même pas dans les termes des résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU. Puisque les signataires de la déclaration n'ont jamais fait preuve de sollicitude excessive pour les droits du peuple palestinien, leur réticence exprime la crainte que l'opération menée par Carter ne s'achève par un échec, sans désamorcer aucunement le potentiel explosif de la situation au Moyen-Orient. L'appréciation des Neuf a été encouragée par la réaction non seulement des Etats arabes dits du front de la fermeté, mais aussi des Etats arabes les plus conservateurs. En effet, ni l'Arabie saoudite ni la Jordanie n'ont accepté les invitations qui leur ont été faites de participer à l'opération Begin-Sadate-Carter. Quant aux Palestiniens, leur front s'est inconstestablement resoudé. Non seulement les réactions ont été beaucoup plus homogènes qu'après le voyage de Sadate en Israël, mais Yasser Arafat a dû faire de la surenchère en proposant, entre autres, à la réunion des ministres des Affaires étrangères de Bagdad, une série de mesures très sévères contre l'Egypte et les Etats-Unis (dont la rupture des relations diplomatiques avec Le Caire, la suspension de toute aide à l'Egypte, la fermeture des ambassades arabes à Washington, le retrait des banques américaines de tous les dépôts en pétro-dollars, la fermeture des espaces aériens arabes aux lignes d'aviation américaines, la nationalisation de tous les biens dans le monde arabe, etc.). Finalement - ce qui est encore plus important - les populations des territoires occupés ont donné une réponse absolument claire : elles se sont mobilisées massivement en exprimant leur refus total à l'opération qu'on veut leur imposer. Il sera donc très difficile, même pour les dignitaires éventuellement disposés au compromis et à l'intégration, de se placer sur ce terrain.

Toutes ces attitudes s'expliquent parfaitement si l'on considère les termes et la portée réelle du traité qui a été signé. Nous ne pouvons pas les analyser ici en détail. Mais il est clair pour tout le monde que, si l'accord met fin à l'état de guerre entre l'Egypte et Israël, il ne fait pas le moindre pas vers la solution - ou la préparation d'une solution - des problèmes plus généraux de la région qui furent à la base du conflit prolongé entre les deux signataires. Sur ce terrain l'échec de Sadate est presque complet. Begin s'est refusé de la façon la plus nette à faire la moindre concession, et, par son triple refus dans son discours à la Knesset (non au retour aux frontières de 1967, non à la restitution de la partie orientale de Jérusalem, non à un Etat palestinien), il a encore une fois annoncé la couleur en ce qui concerne sa conduite future. Si l'on ajoute que, justement après la visite de Sadate, Israël a installé un nombre important de nouvelles colonies dans les territoires occupés et qu'il investira plus de douze milliards de francs pour la création d'autre villages, pour un total de 70000 personnes, le tableau sera complet. Quant à l'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza, le gouvernement israélien n'a pas non plus fait mystère de ses intentions : il s'agira d'une autonomie strictement administrative, dépourvue de tout contenu politique, et les forces armées israéliennes resteront les garantes de l'ordre dans ces zones aussi.

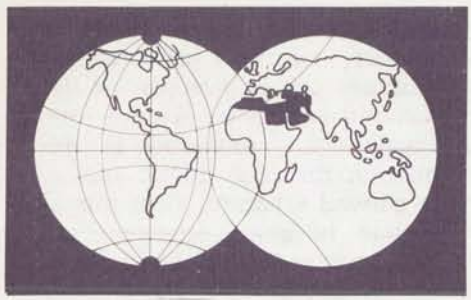
Le problème se pose de savoir pourquoi le traité a été, malgré tout, signé. Le fait est que les parties concernées auraient dû escompter des conséquences encore plus négatives si la signature n'avait pas eu lieu. Carter aurait non seulement renoncé à une opération de prestige qu'il compte exploiter surtout pour renforcer sa position à l'intérieur, mais il aurait aussi fait la preuve, dans un moment extrêmement délicat, que les Etats-Unis ne sont pas en condition d'agir efficacement et d'obtenir des résultats concrets dans une région très importante pour eux et pour l'impérialisme en général. Pour Sadate le choix était déchirant : soit signer en avalant la couleuvre, soit remettre tout en question en sanctionnant la faillite de toute son opération. Il a estimé probablement qu'il avait brûlé tous les ponts derrière lui et qu'il ne lui restait qu'à miser sur un accord à long terme avec les Etats-Unis, qui au Moyen-Orient ne peuvent, de toute évidence, se contenter de l'alliance avec Israël ou des accords avec l'Arabie saoudite. Un tel accord - pense-t-il - pourrait surtout l'aider à faire face à une situation économique qui ne cesse de se détériorer et qui est susceptible de provoquer des explosions sociales majeures. Begin, pour sa part, était celui qui avait le moins de raisons d'hésiter : la signature du traité peut lui permettre d'améliorer son image de marque aux yeux des larges secteurs de masses qui sont fatigués de l'état de guerre permanent, alors que ses déclarations à la Knesset et les garanties obtenues de Washington le couvrent face aux ultras du sionisme. Voilà pourquoi les trois ont signé. En même temps, chacun mise sur une dynamique de la situation qui favorise son projet. Begin espère que l'Etat sioniste se trouvera dans une situation stratégique plus favorable; Carter que les Etats arabes conservateurs entreront, en fin de compte, dans l'opération; Sadate que l'autonomie des territoires occupés aura des contenus plus réels, tendanciellement en direction de l'indépendance et de la future création d'un mini-Etat palestinien qui mettrait l'OLP au pied du mur.

En réalité, toutes les forces de la région ne disposent que de marges d'action très réduites : ce qui s'est passé depuis le voyage de Sadate et même après Camp David l'a confirmé davantage. Le régime égyptien, s'il ne peut pas risquer de s'isoler de tous les autres pays arabes pendant une longue période, ne peut pas non plus risquer une rupture avec Israël, susceptible de mener à une nouvelle confrontation militaire aux conséquences imprévisibles (par exemple, une nouvelle fermeture du Canal de Suez aurait des répercussions économiques catastrophiques). Les Etats arabes conservateurs souhaitent, au fond, une *pax americana* aux frais des Palestiniens, mais ils ont peur qu'une trahison ouverte de la cause palestinienne ne les discrédite davantage aux yeux des masses. Ils voudraient exploiter la nouvelle conjoncture pétrolière, mais ils savent que de nouvelles difficultés économiques accrues des puissances impérialistes ne resteraient pas sans conséquences pour eux. Ils détestent être traités par Washington comme des partenaires de deuxième ou troisième ordres, mais indépendamment de toute manœuvre ou de tout chantage économique éventuels, ils ne veulent pas que Moscou rentre en force dans le jeu politique de la région. Les pays de la fermeté ont aussi leurs problèmes, malgré une plus grande stabilité apparente. Le régime syrien, notamment, n'est pas sans difficultés intérieures et il pourrait se trouver de nouveau face à des problèmes dramatiques au Liban : de toutes façons, la tâche qu'il a assumée de garant de l'ordre dans ce pays, lui impose des responsabilités écrasantes (tout cela, en passant, explique pourquoi il a esquissé un rapprochement avec l'Irak). Quant aux Etats-Unis, leur problème réside, en dernière analyse, dans le fait que, dans l'intérêt de leur stratégie globale, ils devraient établir des rapports d'alliance stable avec des forces dont les intérêts sont profondément conflictuels.

Il faut ajouter que toutes les difficultés et les contradictions ont été multipliées par la mobilisation révolutionnaire des masses iraniennes qui ont balayé l'autocratie de Reza Pahlavi et fait sauter le rempart principal de l'impérialisme dans la région. La révolution iranienne a impliqué une évolution spectaculaire du rapport de forces dans toute une partie du monde, en altérant profondément le tableau qui existait au moment du voyage de Sadate et même de l'accord de Camp David. L'impérialisme cherche désespérément à remplacer l'Iran du Shah par un autre bastion et il doit éviter à tout prix de nouvelles explosions au Moyen et au Proche-Orient. Israël aussi a perdu un allié décisif. Les Palestiniens ont vu s'ouvrir devant eux une perspective inespérée il y a un an : leur isolement a été brisé. Dans tout le monde arabe - et pas seulement dans le Mashrek - les masses ont accueilli avec enthousiasme les événements iraniens et vont sans aucun doute en tirer des leçons précieuses. Tout cela aussi explique l'atmosphère maussade dans laquelle le traité de Washington a été signé.

L'édifice où se trouvait l'Ambassade israélienne à Téhéran est désormais occupé par les représentants de l'OLP. Un déménagement qui est un symbole et qui pèsera lourd sur l'avenir de toute la région.

29 mars 1979



Iran

Après le référendum : les principales épreuves de force restent à venir

Khomeini a fait plébisciter la République islamique. Mais il y a loin d'un succès référendaire à l'endiguement de la révolution iranienne...

Michel ROVERE

97% de oui, à quelques décimales près. Le gouvernement Bazargan, le Conseil de la révolution et l'Ayatollah Khomeini auraient pourtant tort de croire que les résultats de leur référendum plébiscite sur la République islamique leur ouvrent une voie «royale» vers la stabilisation de l'ordre bourgeois en Iran.

D'abord on n'a pas voté partout. Le Kurdistan a boycotté massivement le référendum parce qu'aucune garantie n'avait été donnée sur les droits dans la future République islamique des minorités nationales. Le scrutin n'a pas eu lieu non plus au Turkménistan, à la frontière nord-est du pays où les combats entre Turkmènes occupant les terres et miliciens partisans de Khomeini ont continué pendant les deux jours du vote.

Dans les autres régions, la participation massive n'atténue pas les critiques qui commencent à être formulées de plus en plus largement contre les conditions et l'objet de cette consultation. Les formations de gauche (Moudjahidines, Fedayines, PST) et même l'opposition laïque libérale (Front national démocratique de Martine Dafftary) qui critiquaient l'organisation de ce référendum, le texte de la question (*«pour la monarchie ou pour la République islamique»*) et dont certaines prônaient l'abstention ou le boycott n'ont pu faire entendre leurs points de vue dans les grands medias, surtout à la radio et à la télévision. Là, sur les étranges lucarnes iraniennes dirigées de main de fer par l'ancien exilé et conseiller de Khomeini, Ghotbzadeh, on pouvait voir défiler, à l'heure du souper, une ribambelle de mollahs qui concluaient invariablement leurs prêches par : *«moi, pour ma part, je voterai pour la République islamique»*. Le seul religieux qui n'ait pas eu son bout d'antenne était le Cheikh Azzed dine Hosseini, leader de la communauté sunnite kurde. Il est vrai qu'il prônait l'abstention. Mais beaucoup plus que les conditions folkloriques du scrutin (absence de listes électorales, pas de vote secret), c'est la question posée qui conférait à ce vote le caractère d'un vote anti-démocratique et plébiscitaire. Etait-il besoin de faire voter contre la monarchie un mois et demi après que l'insurrection unanime de tout un peuple, venant après plus de 13 mois de manifestations incessantes et de grèves ait mis à bas la dynastie Pahlavi. La monarchie a cessé d'exister au dernier de ces deux jours d'insurrection des 9 et 11 février. Mais appeler les Iraniens non seulement à voter contre la monarchie, mais pour la République islamique, avait un autre sens précis, celui de fixer à priori les limites de ce qu'il convenait de changer et de ce qu'il ne fallait pas bouleverser. L'Ayatollah Taleghani l'a lui-même expliqué : *«La future Assemblée constituante pourra discuter de tout, sauf du caractère islamique de la République»*, c'est-à-dire du caractère bourgeois de l'Etat iranien.

Ce référendum était une pièce essentielle dans la tentative de reconstruction et de consolidation de l'Etat bourgeois, entamée dès le jour de l'insurrection par le gouvernement Bazargan, le Conseil de la Révolution et Khomeini. Il visait à légitimer du sceau de la consultation populaire les atteintes aux libertés démocratiques, le refus de donner satisfaction aux revendications des masses travailleuses, des femmes, des paysans et des minorités nationales. Comprendre le caractère plébiscitaire de ce référendum, c'est aussi comprendre l'ampleur de certaines vacillations et de certaines capitulations.

Vacillation, la position de l'organisation de guérilla nationaliste populiste des Moudjahidines du peuple. Cette organisation islamo-progressiste, dont des centaines de militants ont été tués ou torturés par la dictature, a dénoncé le caractère politique frauduleux du référendum, mais elle n'a donné aucune consigne précise sur le boycott et ajouté qu'elle était pour la République islamique.

LA CAPITULATION DU TUDEH

Mais la capitulation la plus grave, une fois encore, a été le fait du Parti Tudeh stalinien. Alors que le gouvernement Bazargan, le Conseil de la Révolution et Khomeini refusent d'abroger les lois anticommunistes scélérates promulguées sous la monarchie Pahlavi (en particulier la loi de 1931 qui réprime les

agissements communistes), alors que le régime refuse de légaliser le Tudeh et les autres organisations ouvrières en expliquant que la loi reste la loi et qu'elle doit être appliquée jusqu'à ce qu'on en ait changé, les staliniens iraniens ont mené, par leur presse, une campagne militante active en faveur du « oui » à la République islamique. Leur argumentation laisse pantois. Ils expliquent, au nom de la théorie menchevique et stalinienne de la révolution par étapes, qu'il faut, à cette étape de la révolution iranienne, *« préserver l'unité de toutes les forces révolutionnaire »*. Mais surtout ils ajoutent que la révolution iranienne est *« une révolution populaire de tendance religieuse »* et que le contenu que Khomeini donne à la République islamique recoupe point par point par point le programme du Tuedeh pour la phase actuelle. Avis aux femmes, aux travailleurs et aux nationalités opprimées.

Mais le succès du oui au référendum ne signifie nullement que la bataille engagée par Bazargan, le Conseil de la Révolution et Khomeini pour reconstruire l'Etat bourgeois, que leur bataille pour endiguer le flot de la révolution iranienne soit gagnée.

La crise de l'Etat bourgeois iranien après l'insurrection des 9 et 11 février, l'ampleur de la crise économique et sociale, la combativité du mouvement de masse et des nationalités opprimées, alimentée par une année de combats incessants, par l'une des plus grandes grèves générales de tout un siècle et par une victoire contre la dictature, indiquent la difficulté du nouveau régime à stabiliser une nouvelle domination bourgeoise.

LA CRISE DE L'ARMEE IRANIENNE

A tout seigneur, tout honneur : la crise de l'Etat bourgeois iranien se concentre pour une bonne part dans la crise de l'ex-armée impériale. L'armée iranienne avait commencé à se désagréger sous l'impact des mobilisations de masse. Lors des 9 et 11 février, certaines unités, à Téhéran essentiellement, ont été battues militairement, mais c'est surtout au niveau politique que l'armée iranienne a été défaite, lorsqu'il est devenu évident qu'elle n'était plus en mesure de mener le contre-coup d'Etat capable d'écraser la mutinerie des *homofars* et le soulèvement populaire qui l'accompagnait... Mais dès le premier jour, Bazargan et Khomeini se sont employés de toutes leurs forces, - y compris au prix d'une rupture avec les organisations de guérilla - à éviter que cette armée défaite ne soit détruite. Des unités entières se sont déclarées du jour au lendemain, avec armes et officiers, *« khomeinistes »*. Certes les généraux ont été épurés, puisqu'à partir de ce grade les promotions se faisaient uniquement sur critères politiques, de la main même du Shah. Mais, comme le notait le *Journal de Téhéran*, *« un peu partout les colonels ont remplacé les généraux et ainsi du sang neuf* (!!!) *est insufflé dans l'armée »*. Le gouvernement a même organisé des défilés militaires et le même *Journal de Téhéran* notait que par ces démonstrations, *« le gouvernement tient à prouver à l'opinion publique que l'armée et les forces de sécurité marchent de concert avec le régime islamique. Cette manifestation scellera l'amitié et la collaboration entre l'armée et les forces de sécurité d'une part et le clergé musulman de l'autre. Ce sera aussi une manifestation de reprise en main par le gouvernement des mesures d'ordre dans le pays et les prémisses de la dissolution progressive des autres organisations chargées actuellement des services de sécurité* (c'est-à-dire les milices) ».

Mais il y a loin encore du projet politique à la réalité. L'armée iranienne, cette armée impériale modelée par le Shah et les conseillers US, armée défaite par la mobilisation de masse et l'insurrection populaire n'est pas l'outil politico-militaire dont disposaient les régimes populistes égyptien et irakien en 1952 et 1958 pour contenir le mouvement de masse et écraser toutes les dissidences. L'affaire du Kurdistan le montre, où les provocations montées par la garnison de Sanandajd contre les Kurdes ont finalement entraîné la démission du chef d'Etat major, le général Gharani, alors que le régime hésitait à envoyer d'autres unités de l'armée impériale combattre les *Peshmergas* kurdes...

Au Turkménistan aussi, Bazargan et Khomeini n'ont envoyé que leurs « miliciens » combattre les Turkmènes et n'ont agité la menace d'une intervention directe de l'armée que comme dernier moyen de chantage pour obtenir un cessez-le-feu. Aujourd'hui, l'engagement direct de l'ancien appareil répressif du régime, outre les effets désagrégateurs qu'il pourrait développer en son sein, accentuerait surtout l'usure du régime et la défiance existante à l'état latent à l'égard de Bazargan, du Conseil de la Révolution et même de Khomeini. La manière dont le régime a tenté de taire purement et simplement les événements au Kurdistan montre l'étroitesse de ses marges de manœuvres.

LES COMITES KHOMEINI

Aujourd'hui dans les régions ou dans les secteurs sociaux les plus agités, ce sont les comités Khomeini, drapés dans les plis de la « révolution », qui sont en première ligne pour endiguer le mouvement de masse et gagner le répit nécessaire à la reconstruction d'un Etat bourgeois fort. Ces comités Khomeini, nommés d'en haut par le Conseil de la Révolution, ont entrepris de chapeauter et de « digüer » toutes les structures d'auto-organisation existantes. Ils coiffent les comités de quartier dont le rôle se réduit de plus en plus à celui de milices, ils jouent, dans des villes comme Ahwaz, Ispahan, Tabriz - principaux centres industriels d'Iran -, le rôle de municipalités ou de préfectures. Leurs représentants dans les usines combattent directement les tentatives des travailleurs de constituer des syndicats de classe indépendants, de développer le contrôle ouvrier.

Dans leur entreprise de reprise en main, ils bénéficient de l'inexistence d'un mouvement ouvrier organisé et centralisé, de l'opportunisme de certaines forces politiques, le Tudeh notamment. Mais cette tentative de reprise en main se heurte à des obstacles, par exemple quand l'aile la plus droitière du régime a tenté d'intégrer à ces comités Khomeini d'anciens membres de la SAVAK, la gestapo du Shah. Si, au Turkistan et au Turkménistan, on a pu voir les comités Khomeini devenir les instruments ouverts de la contre-révolution, dans d'autres secteurs, dans d'autres zones, la bataille engagée par le régime pour les arrimer au char de la reconstruction de l'Etat n'est pas totalement gagnée. Et ces comités peuvent même devenir, à l'occasion de prochaines crises politiques ou explosions sociales, de nouveaux cadres de structuration et de politisation du mouvement de masse.

L'AMPLEUR DE LA CRISE ECONOMIQUE ET SOCIALE

Car ce qui mine en profondeur les tentatives bourgeoises de reconstruction de l'Etat, c'est l'ampleur de la combativité et la profondeur de la crise économique et sociale.

Un an de manifestations de rues. Entre 15 et 20000 morts. Six mois de grèves générales. Une insurrection victorieuse contre la cinquième armée du monde et la plus vieille royauté encore existante. On comprend le sentiment de confiance en soi qu'ont les masses iraniennes. En se battant, les masses iraniennes des villes et des campagnes ne souhaitaient pas seulement en finir avec le roi des rois, lumière des aryens. Elles voulaient en finir aussi avec une vie de misère, avec l'exploitation et l'oppression, l'analphabétisme et la faim. C'est cela qu'incarne pour eux d'ailleurs le mot d'ordre vide de République islamique.

Il ne faut pas oublier que c'est la crise du modèle de développement iranien, la faillite de la «révolution blanche» qui a nourri l'essor du mouvement de masse contre le régime incapable de liquider le sous-développement et l'arriération.

Le Shah prétendait faire de son pays, avant 1985, le Japon ou la RFA de l'Asie mineure. Après quinze ans de «révolution blanche» , 63% de la population est encore analphabète. Il y a trois millions et demi de chômeurs sur une population active de onze millions. La moyenne du revenu paysan est de 550 francs par mois et par... famille.

Il y a quinze jours, les pluies de mars trempaient d'un mètre d'eau tous les bidonvilles du sud de Téhéran où vivent presque deux millions de personnes.

A LIRE AUSSI

«La bataille de Doshan Tappeh» - interview d'un «homofar».
De Michel Rovere : «La nouvelle phase de la révolution iranienne». (numéro 46, 1er mars 1979).

La renvendication pour la terre, pour le pain, pour l'école, la santé et le logement, pour des salaires décents, ne se contentera bientôt plus des prêches sans contenu sur la République islamique.

Malgré la récente hausse de 9% des prix du pétrole et même si Bazargan, contrairement à ses promesses sur la préservation des richesses naturelles iraniennes, maintenait le niveau de production de six millions de barrils atteint sous le Shah, le régime n'apparaît pas en mesure de résoudre une crise économique, qui certes a été aggravée par les six mois de grèves, et aujourd'hui par le sabotage économique et le refus d'investir (la moitié des entreprises françaises ont fermé leurs portes en Iran), mais qui découle de la dépendance structurelle à l'égard de l'impérialisme et du modèle de «développement» choisi depuis des décennies.

A côté d'une industrialisation très partielle(usines de montage) et de l'accroissement des dépenses improductives (achats d'armes, spéculation foncière, fuites des capitaux), les revenus fabuleux du pétrole n'ont servi qu'à accroître la dépendance économique du pays. De 1974 1978, les exportations iraniennes (non compris les produits pétroliers) ont augmenté de 10% avec comme principaux postes les fruits secs, les tapis, le coton brut et les cuirs ! Dans le même temps les importations augmentaient de 200% ! Aujourd'hui, toujours si l'on exceptе le pétrole, l'Iran importe 25 fois plus qu'il n'exporte !

Pour corriger ces distorsions monstrueuses de l'économie, il faut rompre avec la logique de l'exploitation impérialiste, distribuer la terre gratuitement à ceux qui la travaillent (l'Iran, autrefois grand exportateur, est devenu dépendant à 60% des importations pour l'alimentation). nationaliser lès grandes branches industrielles, mettre sur pied un plan de reconversion totale de l'économie, mener une politique de grands travaux et de construction (écoles, logements).

Dans tous les pays du monde semi-colonial, toutes les révolutions qui ont eu lieu depuis le début du siècle ont montré qu'aucun gouvernement capitaliste n'était capable de mettre en œuvre une telle politique, quelque soit sa phraséologie de gauche.

Le référendum islamique n'a résolu aucun des grands problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs, les chômeurs, les paysans, les femmes et les minorités nationales dans l'Etat iranien.

Cela signifie que les principales conflagrations, politiques et sociales, restent à venir.

Et que les tâches internationalistes de soutien à la révolution iranienne sont plus d'actualité que jamais.

3 avril 1979

Déclaration du PST sur le référendum

UN REFERENDUM ANTI-DEMOCRATIQUE

Une attaque contre les droits des masses travailleuses et opprimées !

Pour la convocation immédiate d'une Assemblée constituante !

Pour l'instauration d'une République ouvrière et paysanne, seule solution pour assurer la victoire de la révolution iranienne !

Avec la chute de la monarchie, ce pilier du maintien de l'ordre, de l'exploitation et de l'impérialisme, a débuté la lutte des masses laborieuses et opprimées en Iran pour instaurer un gouvernement qui puisse satisfaire leurs revendications.

Défendre les acquis de la Révolution, garantir son approfondissement et sa victoire dépend du choix et de l'instauration d'un tel gouvernement.

Mais comment un tel gouvernement peut-il s'établir, sur quelles forces doit-il s'appuyer ?

Les victoires et les acquis actuels sont le résultat de la lutte acharnée et des sacrifices immenses de ces dizaines de millions de travailleurs et d'opprimés d'Iran, et leur appartiennent.

Le prochain gouvernement, un gouvernement qui puisse sauver l'Iran du joug de l'impérialisme, de la dictature et du sous-développement doit être choisi à partir de l'action des masses exploitées et opprimées elles-mêmes.

Seules les masses populaires iraniennes sont en mesure de trouver la solution véritable à la crise que nous lègue l'impérialisme et la monarchie qui le servait, en discutant et en tranchant sur le destin du futur gouvernement.

La convocation immédiate de l'Assemblée constituante, une assemblée où pourront participer tous les représentants politiques du peuple, est la seule façon qui permette l'expression de la volonté réelle de celui-ci.

Une telle assemblée qui serait l'expression de la souveraineté populaire et qui ne serait responsable devant aucune autorité, si ce n'est le peuple et ses organisations de lutte, qui ne reconnaîtrait aucun pouvoir au-dessus d'elle, doit et peut être instaurée immédiatement par le biais d'élections générales, au scrutin direct, égalitaire et secret. Les illéttrés, comme les gens instruits, les jeunes, les soldats, bref tous les hommes et toutes les femmes de ce pays doivent pouvoir participer à ces élections.

Les organisations de masse indépendantes doivent pouvoir surveiller ces élections. Tous les partis et organisations politiques doivent avoir le droit de participer librement aux élections et jouir de droits égaux pour présenter leurs programmes et leurs idées.

La composition finale de cette Assemblée constituante doit correspondre au résultat des votes, à la proportionnelle, afin qu'aucun courant politique ne soit lésé.

Seule une telle Assemblée constituante peut déterminer et instaurer le gouvernement qui répondrait aux véritables besoins de la société.

Dans l'Assemblée constituante, le PST proposera de faire approuver «la Charte des droits des travailleurs iraniens» en tant que nouvelle constitution et la formation d'un gouvernement qui y corresponde, c'est-à-dire un gouvernement qui exprime et défende les intérêts des exploités et des opprimés.

C'est le chemin qu'indique la lutte des masses.

Notre révolution s'achemine vers l'instauration d'une République ouvrière et paysanne et le PST lutte aux côtés des masses pour y parvenir.

Les problèmes de la société iranienne, depuis la répression politique jusqu'au sous-développement et la misère, ne peuvent être résolus par un gouvernement capitaliste. Aucun gouvernement capitaliste ne désire nationaliser les industries au profit des travailleurs, aucun gouvernement capitaliste ne défend l'occupation des terres par les paysans qui y travaillent. Aucun gouvernement capitaliste ne veut la libération du Kurdistan, de l'Azerbaïdjan, du Balouchistan, de l'oppression nationale. Aucun gouvernement capitaliste ne fait un véritable effort pour que les femmes, cette autre moitié opprimée de la société, jouissent de l'égalité des droits.

Dans ces conditions, le référendum anti-démocratique proposé par le gouvernement de Mehdi Bazargan est une attaque directe aux droits démocratiques et constitue une attaque contre les intérêts de l'ensemble des masses exploitées et opprimées de l'Iran.

Au lieu de la convocation immédiate d'une Assemblée constituante, le gouvernement Bazargan, en montant la farce du référendum, tente de mettre fin à la vocation des masses révolutionnaires de s'auto-

déterminer et tente de les empêcher de participer aux affaires du pays, de faire respecter leur volonté.

Au lieu de développer un climat démocratique, débarrassé de toute répression et de toute censure, dans lequel toutes les idées, tous les programmes politiques puissent s'exprimer de la façon la plus libre, le gouvernement Bazargan montre qu'il n'a pas le moindre respect pour le droit fondamental du peuple, c'est-à-dire sa liberté politique, qui avait été bafouée pendant la nuit noire de la dictature.

Les mass-media, la radio, la télévision, la presse sont soumises à la censure la plus dure.

Les partis politiques qui critiquent le gouvernement n'ont pas le droit d'exprimer et de populariser leur point de vue.

En s'en prenant aux libertés, on a ligoté tout le peuple iranien et aujourd'hui, en forçant le peuple à choisir entre l'Ancien Régime et la République islamique, on tente d'étouffer les problèmes qui se posent.

Le gouvernement provisoire de Bazargan a jusqu'à présent justifié son existence en prétextant de la nécessité d'en finir avec la dictature Pahlavi et d'en extirper les restes.

Le référendum proposé aujourd'hui démontre qu'en fait, ce gouvernement a comme objectif d'en finir avec la révolution iranienne et de détruire les symboles de la liberté qui y ont fleuri.

Non seulement, le référendum proposé ne permet pas au peuple iranien de choisir la forme du gouvernement, mais c'est en fait une tentative pour l'empêcher de participer aux décisions sur le sort du nouveau gouvernement. C'est donc un moyen pour consolider une forme de gouvernement qui est contraire aux intérêts des masses travailleuses iraniennes.

Les différents secteurs des masses exploitées et opprimées ont déjà commencé la lutte pour déterminer le gouvernement qu'ils désirent et ce gouvernement, ce n'est pas ce qui est promis sous le nom de République islamique.

Les travailleurs et les chômeurs qui luttent pour la nationalisation de toutes les grandes entreprises et établissements financiers, pour l'instauration du contrôle ouvrier, ont déjà montré dans leur action quelle forme de gouvernement ils veulent.

Les paysans qui, pour déposséder les grands propriétaires, luttent pour occuper la terre et faire annuler les emprunts et remboursements, ont démontré dans les faits quels doivent être les nouveaux rapports dans les campagnes et quel gouvernement doit remplacer la monarchie Pahlavi.

Les minorités nationales opprimées qui luttent pour se libérer de l'oppression nationale et pour le droit à l'autodétermination ont clairement défini leurs positions et dit non à cette élection truquée qu'est le référendum.

Les femmes iraniennes qui luttent aujourd'hui pour conquérir l'égalité des droits ont clairement fait savoir leurs revendications au futur gouvernement. Le référendum antidémocratique et le gouvernement proposé ne répondent d'aucune façon à ces exigences.

Le gouvernement de Mehdi Bazargan tend la main et demande l'aide des capitalistes et des grands propriétaires pour instaurer la « République islamique », cette nouvelle couverture pour camoufler le gouvernement des capitalistes, au lieu de répondre aux revendications des opprimés.

Au lieu de nationaliser les usines, que les industriels ont fermées, conduisant au chômage des centaines de milliers de travailleurs, le gouvernement Bazargan offre des subventions colossales aux capitalistes.

Au lieu de défendre les paysans pauvres qui sont ruinés par les grands propriétaires et les capitalistes, le gouvernement Bazargan tente par tous les moyens de bloquer leurs luttes.

Au lieu de reconnaître le droit à l'autodétermination des peuples opprimés, le gouvernement Bazargan utilise tous ses moyens de propagande pour déformer les réalités de leurs luttes. Il envoie même l'« armée nationale islamique » pour les réprimer.

Au lieu de défendre les revendications légitimes des femmes, le gouvernement Bazargan autorise des voyous à attaquer les meetings et les manifestations pacifiques des femmes.

Tels sont les exemples que la République islamique apporte au peuple. Ce n'est pas pour rien qu'ils veulent collecter des voix et tenter de justifier leur action par le biais d'un référendum anti-démocratique qui n'est précédé d'aucune discussion.

LES MASSES IRANIENNES ONT D'ORES ET DEJA AFFIRME LEUR POSITION

Face à toutes ces attaques contre la liberté d'expression, d'association, de presse, contre ces attaques aux droits légitimes des ouvriers, des travailleurs, des jeunes, des femmes, des minorités nationales, des soldats, les agents du gouvernement ont commencé une campagne éhontée de propagande sur la nature de la République islamique. Le but de cette propagande est de créer des illusions parmi les masses populaires. En créant cette illusion dans l'opinion publique,

le gouvernement provisoire tente d'inciter le peuple à participer à un référendum qui est contradictoire avec les intérêts du peuple dans sa lutte contre l'impérialisme.

(...)

Le référendum du gouvernement provisoire est contradictoire avec la participation du peuple aux affaires du pays. Et c'est un programme dont le résultat n'a aucune légitimité.

(...)

Dès maintenant il est clair que la République islamique est le gouvernement des capitalistes. La répression contre le peuple kurde, la tragédie de Sanandaj montrent quel chemin le gouvernement emprunte pour lutter contre l'une des bases de la révolution actuelle et montrent la nature de cette République islamique.

Les châtiments injustes, comme le fouet contre les démunis et les femmes, témoignent de la violence capitaliste.

En limitant la démocratie et en tentant de s'imposer par le référendum, ce gouvernement démontre sa nature capitaliste.

Aujourd'hui en Iran un nouveau pouvoir se lève : le pouvoir des travailleurs et des masses laborieuses de la ville et de la campagne, le pouvoir de dizaines de milliers d'opprimés et de démunis.

C'est à ce pouvoir qu'il revient de sauver notre pays de la dictature, de la misère et du sous-développement, de construire la société sur de nouvelles bases.

Seules les masses iraniennes peuvent garantir la victoire de ce pouvoir, en étendant leurs luttes, en consolidant leurs organisations de combat. C'est par ce moyen seulement que le gouvernement ouvrier et paysans sera instauré en Iran.

Le référendum proposé par le gouvernement provisoire est un moyen d'empêcher les luttes des divers secteurs du peuple opprimé.

Nous sommes contre ce référendum anti-démocratique !

Au lieu de participer à ce référendum, nous proposons de développer les luttes des masses opprimées.

C'est le seul moyen de défendre, garantir et développer les acquis de la révolution.

La convocation de l'Assemblée constituante est la revendication centrale de toutes les masses laborieuses.

La revendication centrale de l'Assemblée constituante doit se répercuter partout, dans les localités, les usines, les campagnes, les lycées et les universités.

Avec cette farce de référendum, on ne peut empêcher la réalisation de ces revendications. L'instauration d'une République ouvrière et paysanne est la seule solution pour résoudre les problèmes des exploités et des opprimés.

Malgré ce référendum sur la République islamique, les travailleurs et les masses laborieuses d'Iran continueront la lutte pour instaurer un tel gouvernement.

Le PST n'empêche pas les travailleurs et les masses laborieuses de participer à ce référendum, mais voter pour la République islamique, ce n'est pas voter pour les intérêts des masses laborieuses.

Des réunions de discussion doivent se développer partout pour débattre de la nécessité de l'Assemblée constituante, comme le seul moyen d'établir la souveraineté sans conditions des masses iraniennes.

*

Non au référendum avant la convocation d'une Assemblée constituante !

Non au référendum anti-démocratique !

Vive la République ouvrière et paysanne !

Document

Déclaration du PST sur le Kurdistan

Arrêtez le massacre de l'héroïque peuple kurde !

Pour le retrait immédiat et inconditionnel du Kurdistan de l'armée !

Il faut permettre au Kurdistan de déterminer son propre destin !

Cinq jours d'opérations militaires de l'armée à Sanandaj, l'utilisation de fusils mitrailleurs et de tanks, l'attaque des habitants des villes au moyen d'hélicoptères et d'avions *Phantom*, ont eu comme résultat un grand nombre de morts et de blessés.

L'ampleur de ce massacre rappelle la terreur des Pahlavi. Ces faits révèlent le vrai visage du gouvernement provisoire de Monsieur Bazargan et de son armée, dirigée par le général Gharani. Ce gouvernement, qui est arrivé au pouvoir grâce au soulèvement des larges

masses, est conservateur dans son essence et ne peut tolérer les justes revendications du peuple iranien. C'est ce qui apparaît derrière le massacre de l'héroïque peuple de Sanandaj.

L'oppression nationale intense contre les nationalistes arabes, kurde, turkmène ainsi que contre les nationalités de l'Azerbaïdjan et du Balouchistan en Iran a commencé lors de l'instauration du gouvernement de terreur de Reza Khan. La domination de l'autocratie sanglante des Pahlavi et le pillage de l'Iran par l'impérialisme mondial ont toujours été de pair avec l'oppression brutale des minorités nationales par le gouvernement central en Iran. La dynastie Pahlavi, le père brutal et le fils criminel, au lieu de conduire à la solidarité parmi le peuple iranien, qui est composé de plusieurs nationalités, a créé les mythes de la «race aryenne», et a déchaîné l'oppression et la répression contre toutes les minorités nationales, qui composent ensemble la majorité du peuple iranien. La solidarité entre les peuples iraniens, qui était apparue lors de la révolution constitutionnelle, a cédé la place au chauvinisme perse et à la division. Reza Khan et Mohammed Reza Pahlavi ont interdit les langues des minorités et leurs cultures.

A la répression politique générale qui régnait dans le pays, s'est ajoutée la répression des minorités nationales. Après cinquante ans de règne des Pahlavi, même les dirigeants du gouvernement actuel, dont l'intérêt ne correspond pas aux droits des peuples des nationalités opprimées, reconnaissent que les résultats de cette oppression sont les suivants : le Balouchistan et le Kurdistan sont opprimés par la pauvreté, l'Azerbaïdjan est beaucoup plus pauvre que le reste du pays, les Arabes et les Turkmènes ont un statut de citoyens de seconde classe. Maintenant que tous ces peuples se dressent, maintenant que le Kurdistan est à l'avant-garde du combat de toutes les nationalités opprimées d'Iran, la réponse du gouvernement central et de ses forces armées est faite de menaces, d'intimidations, de fusils mitrailleurs, d'hélicoptères et d'avions *Phantom*.

La libération de l'oppression nationale, le droit à l'auto-détermination, sont les droits inaliénables de tout peuple opprimé. En Iran, la libération des nationalités opprimées du joug de l'oppression par le gouvernement central pose la question de la vie ou de la mort de la domination impérialiste. Sans la libération des peuples opprimés, le joug de l'impérialisme restera en place. Si l'autocratie s'est renforcée sur la base de l'oppression nationale, la liberté et la démocratie ne pourront être réalisées sans la libération des nationalités opprimées.

Oui, la lutte du peuple kurde opprimé pour le droit à l'auto-détermination est liée à la lutte pour briser l'emprise de l'impérialisme sur l'Iran, pour réaliser une vraie démocratie, et pour la libération des ouvriers et de tous les travailleurs de l'exploitation des capitalistes et des propriétaires fonciers.

L'histoire des mouvements révolutionnaires en Iran en a déjà apporté la preuve. La révolution constitutionnelle, qui avait pour but le renversement de l'autocratie et du colonialisme, a dû sa force à la solidarité des travailleurs de toutes les nationalités. Avec la défaite de la révolution constitutionnelle, l'autocratie et le colonialisme se sont réinstallés. Les peuples de l'Azerbaïdjan, du Kurdistan, du Balouchistan, les peuples arabe et turkmène opprimés ont été réprimés par Reza Khan. Sa politique contre les minorités nationales s'est avérée ouvrir la voie à la consolidation de la domination impérialiste et de l'autocratie.

Après la Seconde Guerre mondiale, les mouvements révolutionnaires en Azerbaïdjan et au Kurdistan ont déclenché le soulèvement des ouvriers et de tous les travailleurs. Avec l'attaque brutale de l'Azerbaïdjan et du Kurdistan par les forces de répression de la monarchie, avec la défaite des mouvements de libération nationale de ces deux peuples opprimés, la liberté a été détruite en Iran. La lutte des travailleurs d'Iran a perdu son élan. Lorsque le mouvement pour la nationalisation de l'industrie pétrolière s'est développé quelques années plus tard, la révolution avait perdu ses bastions en Azerbaïdjan et au Kurdistan. Ce n'est pas sans raison qu'aujourd'hui, après la victoire de l'insurrection révolutionnaire et le renversement de la brutale monarchie, tous les peuples des nationalités opprimées ont commencé à se lever.

Le gouvernement provisoire de Monsieur Bazargan, sous le prétexte de combattre les «séparatistes» et de défendre les «frontières nationales sacrées», falsifie la réalité du mouvement révolutionnaire du peuple kurde. Au moment où la révolution iranienne, tel un tremblement de terre, a secoué jusqu'à la Maison Blanche, ces discours sur les frontières iraniennes et les pays voisins ne sont que mots vides de sens. Au moment où la révolution iranienne a donné du cœur au peuple palestinien et a fait trembler Israël, elle doit assi affecter profondément tous les peuples opprimés des pays environnants. Le fait est que Monsieur Bazargan et l'armée du gouvernement central veulent séparer la grande révolution du peuple kurde de la révolution iranienne, l'isoler et la réprimer.

Mais, aujourd'hui, dans tout l'Iran, tout le monde parle du massacre sanglant du peuple du Kurdistan par l'armée. Des médecins et des travailleurs de l'hôpital de Sanandaj ont condamné la répression à laquelle a été soumise le peuple kurde. Un groupe de travailleurs du pétrole et un groupe d'instituteurs ont aussi condamné l'attaque. Le peuple turkmène

opprimé a condamné aussi cette répression. Partout on discute du Kurdistan, de plus en plus de gens sont au courant de la juste lutte du peuple kurde et lui apportent leur soutien. Le cadeau du nouvel an de l'armée au peuple de Sanandaj a été un massacre. Mais ce massacre va soulever tout le monde.

Aujourd'hui, dans chaque usine, dans chaque université, dans chaque lycée, dans chaque rassemblement, et dans chaque meeting des masses travailleuses, on doit exiger la fin du massacre. Il est aujourd'hui plus clair que jamais que l'armée du gouvernement central ne pourra jamais défendre les peuples des nationalités opprimées. Le retrait de l'armée du Kurdistan doit devenir la revendication générale de tous ceux qui soutiennent la révolution iranienne et de tous ceux qui luttent contre l'impérialisme.

Le peuple opprimé du Kurdistan doit décider de son propre destin !

Le PST est prêt à aider toutes les forces militantes et toutes les organisations pour faire connaître la révolution kurde et pour mobiliser la solidarité avec le peuple kurde.

Yémen

Le conflit au Yémen : de gros intérêts en jeu

L'impérialisme américain cherche à « donner une leçon » aux masses du Proche-Orient.

David FRANKEL

A pas comptés, le Président Carter pousse à une nouvelle et dangereuse confrontation militaire au Moyen-Orient. Invoquant des *« intérêts de sécurité nationale »* et une procédure d'urgence pour éviter de passer par le Congrès, Carter a ordonné le 9 mars au Pentagone de livrer immédiatement douze avions de combat F-5, soixante-quatre tanks M-60 et cinquante camions blindés pour le transport de troupes, à l'Arabie saoudite. L'ensemble de ce matériel est destiné à être envoyé au Yémen du Nord.

Le Département d'Etat avait préparé le terrain aux décisions belliqueuses de Carter en annonçant le 28 février que l'éclatement d'un conflit entre le Yémen du Nord et le Yémen du Sud mettrait en jeu les « intérêts nationaux » des Etats-Unis. Le même jour, le régime d'Arabie saoudite mettait son armée en alerte et rappelait ses 4500 hommes de troupes stationnés au Liban.

A partir de là, les mesures se sont rapidement succédées :

* des avions de transport de l'*US Air Force* ont livré 7000 fusées anti-tanks et trente canons anti-aériens à San'a, capitale du Yémen du Nord;

* Le 6 mars, un destroyer et deux frégates US sont arrivés dans le port de Djibouti, seulement à quelques heures de mer du Yémen;

* le 6 mars également, de hauts fonctionnaires ont annoncé que le porte-avions *Constellation*, un croiseur et un destroyer lance-missiles faisaient route vers la région;

* le 7 mars, la Maison Blanche a offert publiquement d'envoyer un escadron de chasseurs F-15 à l'Arabie saoudite. Désireux de pousser le régime saoudien à la guerre, de hauts fonctionnaires américains ont annoncé que cette offre *« était destinée à faciliter une possible intervention saoudienne dans le combat entre le Yémen et le Yémen du Sud »*, comme l'a rapporté le *New York Times*;

* le 8 mars finalement, Carter a fait une nouvelle démarche visant à pousser les Saoudiens à l'action en envoyant deux avions spécialement équipés de radars de détection à l'Arabie saoudite - de tels avions servent de centres d'information, de commande de combats aériens et d'opérations de soutien au sol.

LA SOIF DE PETROLE

Comme dans toutes les initiatives de l'impérialisme américain au Moyen-Orient, le souci de garder le contrôle des énormes richesses pétrolières de la région est fondamental dans les manœuvres actuelles de Carter au Yémen.

« En temps normal », rappelait le journal britannique l'*Economist* dans son numéro du 3 mars, *« le monde industriel non communiste consomme environ 35 millions de barrils de pétrole par jour. Il en est venu à dépendre, à un degré complètement extraordinaire, de cinq pays du Moyen-Orient pour la satisfaction régulière de cette soif hargneuse et jamais étanchée »*.

Avec la révolution iranienne, les dirigeants US ont réalisé qu'un soulèvement similaire en Arabie saoudite et dans les petits Etats pétroliers de la péninsule arabique était loin d'être à exclure. Cette crainte n'avait d'ailleurs cessé d'augmenter depuis le renversement de la monarchie éthiopienne en 1974 par un soulèvement révolution-

naire de masse, dans un pays situé en face de l'Arabie saoudite, sur l'autre rive de la mer Rouge. Elle a été accentuée par l'échec, l'an dernier, de l'invasion de l'Ogaden par les Somalis, soutenus par l'impérialisme. Cet échec a été dû principalement à la réponse rapide des troupes cubaines stationnées en Ethiopie et au Yémen du Sud.

Dans cette situation, et alors que les forces révolutionnaires cubaines sont également engagées dans l'aide à la lutte pour la libération des Noirs qui se développe en Afrique du Sud, Washington cherche cyniquement à réaffirmer sa puissance armée.

La classe dirigeante américaine est convaincue que le Moyen-Orient est le meilleur endroit pour entraîner son appareil militaire, non seulement à cause de ses intérêts objectifs, mais aussi parce qu'elle espère que des années de propagande raciste à propos du conflit arabo-israélien et de la « crise de l'énergie » ont mieux préparé le peuple américain à accepter une action militaire au Moyen-Orient qu'en Afrique du Sud ou en Indochine.

Dans leurs tentatives pour renforcer les manœuvres de Carter, les éditorialistes du *Wall Street Journal* demandaient rhétoriquement le 8 mars : *« Pouvons-nous oser espérer que le Président Carter est finalement en train de tracer une ligne de démarcation au Moyen-Orient, en organisant la défense du Yémen du Nord contre les armées sud-yéménites conseillées par les Soviétiques ? »*

Ceux qui avaient critiqué Carter pour ses hésitations à faire peser le poids militaire US *« devraient saluer comme il se doit les mesures du Président »*, déclarait le *Journal*. Revenant le lendemain à son thème favori, ce porte-parole de la finance américaine écrivait qu'*« il n'y a pas de substitut possible à une présence US réelle dans la région. »*.

Le *Journal* continuait en constatant qu'*« un Yémen du Sud contrôlé par le Nord ou par un régime local ami serait un acquis stratégique énorme; nous ne pouvons rien imaginer qui stabiliserait mieux les transports de pétrole qu'un porte-avions américain opérant à partir du port d'Aden... »*.

Les éditorialistes du *Washington Post* ont aussi soutenu les initiatives militaristes de Cater. Le 8 mars, ils ont évoqué le spectre de l'*« l'expansionnisme soviétique sur les arrières »* de l'Arabie saoudite. Connu comme le principal porte-parole du libéralisme, le *Washington Post* écrit que Carter a *« sagement »* décidé qu'*« il n'était pas suffisant d'avertir les Russes* (et qu') *il était* (également) *nécessaire de s'assurer que leurs alliés sud-yéménites reçoivent une leçon. »*.

Comme un membre du Congrès, cité dans le numéro du 7 mars du *Washington Post* l'a déclaré : *« On a le sentiment que Carter trace une ligne de démarcation, afin de bloquer les Russes et les Cubains, au Yémen du Nord. Il semble penser que leur progression depuis l'Angola, en passant par l'Ethiopie, doit être arrêtée là. »*

Le 10 mars, pas un seul politicien capitaliste important n'avait murmuré un seul mot de protestation contre les préparatifs de guerre de Carter. Bien sûr, tous savent très bien ce qui est en jeu.

POURQUOI LE YEMEN ?

Bien que le Yémen ne dispose pas de réserves de pétrole importantes, sa place est fondamentale dans la politique de la péninsule arabique. Ses montagnes bloquent la mousson de l'océan Indien, et en font ainsi une des rares régions de la péninsule à recevoir des chutes de pluie régulières. Il en résulte qu'environ la moitié des habitants de la péninsule sont concentrés au Yémen.

Sur la population de l'Arabie saoudite, estimée à environ 4,5 millions de personnes, et qui de toute façon ne dépasse certainement pas les 9 millions, plus d'un million sont des travailleurs immigrés venus du Yémen, du Nord ou du Sud. Ces travailleurs immigrés yéménites (ainsi que les centaines de milliers de Palestiniens, d'Egyptiens, etc.) ont toujours été considérés par le régime saoudien comme une source potentielle de rébellion. Lors des derniers événements, Ned Temko écrivait dans le *Christian Science Monitor* du 6 mars que *« ... les autorités saoudiennes ont commencé à s'attaquer aux immigrants illégaux (dont beaucoup sont des yéménites) en installant des postes de contrôle et en expulsant ceux qui n'avaient pas de visas valides. »*

Mais l'agitation potentielle des travailleurs immigrés n'est pas un problème limité à l'Arabie saoudite. Plus de la moitié de la population du Koweit, par exemple, est composée d'une telle main-d'œuvre expatriée. Plus important encore, la rébellion au Yémen lui-même a menacé la stabilité de la domination impérialiste dans la région.

C'est au début des années 60 que le Yémen a commencé à devenir un problème aux yeux de l'impérialisme. Jusqu'alors, le Yémen du Nord avait été gouverné par des *Imams*, dirigeants politico-religieux traditionnels. Le Yémen du Sud avait rompu avec l'Imamat en 1728, mais il avait été repris par les Britanniques en 1839.

Les Britanniques s'intéressaient au Yémen avant tout pour deux raisons. D'abord, ils voulaient le port d'Aden, le meilleur port naturel de la péninsule arabique, et un élément

précieux de la chaîne de bases reliant la Grande-Bretagne à l'Inde. Ensuite, ils visaient à assurer la stabilité politique de leur domination, et pour diriger plus facilement Aden et pour que le Yémen dans son ensemble conforte le règne britannique en Inde. Ils ont occupé militairement le port, et ils ont renforcé leur pouvoir en s'adossant au système tribal traditionnel. Ils se sont attachés les Sheikhs rivaux par la corruption et ont consolidé leurs positions grâce à d'importantes fournitures d'armes. En même temps, le développement économique a été bloqué, sauf dans le port d'Aden lui-même. La préservation de l'Imamat du Yémen du Nord cadrait parfaitement avec cette politique.

Néanmoins, pour le peuple yéménite, la préservation des intérêts impériaux britanniques coûtait cher. En 1962, le Yémen du Nord - dont la population était alors estimée à environ 5 millions de personnes - n'avait que 15 médecins (tous des étrangers) et 600 lits d'hôpitaux ! Le gouvernement ne dépensait absolument pas un sou pour l'éducation !

Les choses n'allaient pas beaucoup mieux au Yémen du Sud. *«Jusqu'en 1940»*, écrit Fred Halliday dans *«L'Arabie sans sultants»*, *«pas un penny n'a été dépensé dans l'arrière-pays, et ensuite, les dépenses ont été misérables et lâchées goutte à goutte...»* Halliday souligne que *«même en 1967, quand les Britanniques sont partis, le pays n'avait que 14 miles de routes macadamisées à l'extérieur d'Aden, 3 médecins yéménites et 950 lits d'hôpitaux. Les équipements d'enseignement n'existaient pratiquement pas à l'extérieur d'Aden.»*

LES MASSES SE REBELLENT

Il n'est pas surprenant que de telles conditions aient conduit à une rébellion de masse. En septembre 1962, un groupe de jeunes officiers de l'armée, influencé par les idées nationalistes arabes du nassérisme, a pris le contrôle de San'a, la capitale du Yémen du Nord, et a proclamé la République arabe du Yémen. Des foules enthousiastes ont accueilli le renversement de l'Imamat dans les villes principales : Taiz, San'a et Hodeida. Des soulèvements paysans se sont produits dans certaines zones rurales.

Néanmoins, avec l'aide de la Grande-Bretagne et de l'Arabie Saoudite, l'Imam a pu rallier une armée royaliste basée sur les tribus de la montagne - la base traditionnelle de l'Imamat. En même temps, la République recevait l'aide du régime de Nasser en Egypte. Il en a résulté une guerre civile qui a duré huit ans et dont on estime qu'elle a tué 200 000 personnes.

Si les républicains avaient avancé un programme social défendant les intérêts de la paysannerie, ils auraient pu gagner à eux les soldats de l'armée royaliste. Sous l'Imamat, 80% des récoltes étaient volées aux paysans pauvres par le propriétaire foncier et par diverses taxes féodales. L'hymne de l'armée de l'Imam contenait cette phrase : *«Nous, les soldats du Roi, nous sommes plus forts que tous les paysans.»*

Mais la direction républicaine, qui comprenait de riches marchands propriétaires fonciers et quelques dirigeants tribaux dissidents, s'est refusée à engager une réforme agraire. Les forces de gauche qui essayaient d'avancer des mesures sociales radicales ont été réprimées avec l'aide des troupes égyptiennes.

Dans ces conditions, les combats militaires se sont enlisés. Finalement Nasser et la monarchie saoudienne, avec l'appui des forces les plus conservatrices du camp républicain, ont conclu un accord. L'Imam et sa famille ont été exilés et l'Imamat a été aboli. Mais un Etat central faible et dominé par les marchands et par la bourgeoisie montante devait coexister avec le maintien de la domination des Sheikhs tribaux dans les montagnes.

L'Etat nord-yéménite né de cet accord n'était pas très différent d'un satellite de l'Arabie saoudite. Les subventions saoudiennes aux tribus de la montagne ont continué d'affaiblir le gouvernement central et ont encouragé des conflits internes constants.

La guerre civile au Yémen du Nord a néanmoins contribué à la destabilisation du pouvoir britannique au Yémen du Sud. En octobre 1963, des nationalistes combattant pour la libération contre la domination coloniale britannique ont engagé une guerre de guérilla dans les montagnes du Sud. En août 1964, la lutte armée s'est étendue à Aden. Les victoires militaires des forces yéménites, alliées aux autres difficultés politiques et économiques de la Grande-Bretagne, ont conduit au retrait des troupes britanniques du Yémen du Sud en novembre 1967.

Une période de conflit entre l'aile gauche et l'aile droite du mouvement de libération nationale, et entre le nouveau gouvernement et les forces ouvertement pro-impérialistes, a suivi. Finalement, en juin 1969, les forces nationalistes les plus radicales - qui déclaraient elles-mêmes être *«marxistes-léninistes»* - l'ont emporté. En novembre 1970, la République démocratique populaire du Yémen a été fondée.

A l'intérieur du pays, le gouvernement du Yémen du Sud a réalisé une réforme agraire, nationalisé les banques, les compagnies d'assurance, les maisons de commerce et quelques autres entreprises; il a promulgué des lois améliorant le statut des femmes. Parmi celles-ci, une loi sur le divorce a interdit les mariages d'enfants et la polygamie, et a égalisé les conditions de divorce. Une campagne pour combattre l'analphabétisme légué par le colonialisme britannique a aussi été entreprise.

UNE ATTAQUE INSPIREE PAR LES USA

Dans sa politique étrangère, le nouveau régime a suivi un cours fortement anti-impérialiste. Il a cherché à aider le développement des forces d'op-

position en Arabie Saoudite et au Yémen du Nord; il a soutenu activement la rébellion du peuple opprimé du Dhofar dans le sultanat voisin d'Oman, et il a demandé aide et soutien aux Etats ouvriers.

Cuba a été parmi les pays qui ont répondu favorablement aux demandes d'aide du Yémen du Sud, et la présence de conseillers cubains dans le pays a été signalée dès 1973.

Le régime du Yémen du Sud était un épine plantée dans le pied de l'impérialisme. Mais, Washington, occupé au Vietnam, a décidé de ne pas y intervenir ouvertement. Une telle intervention n'apparaissait en effet pas urgente et indispensable, particulièrement lorsque l'armée d'Oman, à commandement britannique, aidée par environ 4000 hommes de troupes iraniens, a réussi à écraser la rébellion du Dhofar en 1975.

Mais la politique régionale de Washington a été mise en question début 1978 par l'arrivée d'un nombre important de soldats cubains en Ethiopie et par leur succès dans la défense de la révolution éthiopienne contre l'invasion de l'armée somalienne. La défaite de cette invasion, inspirée par l'impérialisme, a été un échec sévère pour le gouvernement américain. Elle a été suivie du coup de boutoir de la révolution iranienne.

A des fins de propagande, la classe dirigeante US prétend qu'au Yémen elle réplique à une invasion organisée par le Sud et appuyée par les Soviétiques et les Cubains. Mais il n'y a pas l'ombre d'une preuve à apporter à la thèse selon laquelle des forces soviétiques ou cubaines auraient été impliquées dans les combats entre le Yémen du Nord et le Yémen du Sud. En fait, les preuves existantes tendent au contraire à mettre en lumière une provocation du régime du Yémen du Nord inspirée par l'impérialisme.

Juste après l'éclatement des hostilités, le journaliste du *New York Times* William Safire - ancien conseiller de Nixon qui continue à être bien informé par des contacts à un haut niveau dans les cercles gouvernementaux - a écrit le 26 février qu'*«on rapporte que le Yémen a attaqué l'Etat marxiste du Yémen du Sud»*. Demandant à ses lecteurs de prendre néanmoins le côté du Yémen du Nord, Safire dit : *«Ils sont peut-être les agresseurs, et notre Département d'Etat les réprimandera pour cela, mais les communistes du Yémen du Sud sont un danger pour nous.»*

Un communiqué du 8 mars de l'*Associated Press* venant du Koweit disait que d'après le journal conservateur *Al Seyassa*, près de 3000 hommes de troupe cubains et des conseillers militaires soviétiques avaient été envoyés d'Ethiopie à Aden pour *«aider à prévenir une attaque contre le Yémen du Sud à laquelle participeraient les Etats-Unis»*.

Sous le prétexte de combattre *«l'expansionnisme soviétique»*, Carter s'est précipité vers une confrontation militaire au Yémen. Néanmoins, les Saoudiens n'ont pas encore accepté l'offre qu'il leur a faite d'envoyer des F-15 dans le royaume, et les communiqués de Washington sont beaucoup plus belliqueux que ceux de Riyadh.

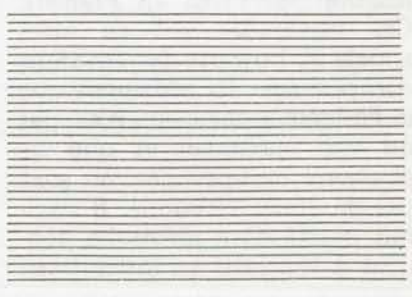
Les Saoudiens, qui ont une certaine expérience du Yémen, ont peut-être peur d'échouer et de se retrouver face à une insurrection dans le Nord en plus d'une guerre dans le Sud. Leur propre territoire n'est pas sûr non plus. Et - comme les dirigeants sud-africains et somaliens s'en sont rendus compte - s'en prendre à l'armée révolutionnaire cubaine peut amener un retour de manivelle.

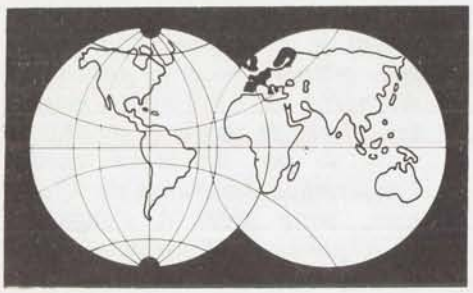
Néanmoins, la classe dirigeante US a clairement décidé de pousser l'affaire aussi loin qu'elle le pouvait. Dans le numéro du 9 mars du *New York Times*, James Reston a résumé la façon dont les impérialistes voient le problème : *«La question critique pour la politique étrangère de Washington maintenant est de savoir si les Etats-Unis, si peu de temps après l'expérience décevante du Vietnam, sont prêts à s'engager politiquement et militairement à une défense économique et militaire du Moyen-Orient.»*

Le pétrole, bien sûr, est la première préoccupation des impérialistes dans la région. Ils cherchent à étouffer tout soulèvement inspiré par la révolution iranienne, surtout dans la péninsule arabique. En même temps, Carter espère *«donner une leçon»* aux Cubains, et si possible utiliser une victoire au Yémen comme un premier pas pour menacer la révolution éthiopienne et les Cubains dans la Corne de l'Afrique. Finalement, Carter veut convaincre la classe ouvrière américaine, sceptique et encore opposée à la guerre, que les forces militaires US doivent être utilisées contre *«l'expansionnisme soviétique»*.

La difficulté est de taille. Comme l'a écrit Reston *«L'état d'esprit du peuple américain est contre tout nouvel engagement à l'étranger. Il est véritablement... presque isolationniste.»*

Les éditorialistes du *Washington Post* ont eux aussi coupé leur appui aux manœuvres guerrières de Carter d'une nette mise en garde : *«Le Yémen du Nord est un pays invraisemblable et, pourrait-on dire, indigne d'être chargé d'un tel poids géopolitique. Il est petit, arriéré, instable et n'est pas largement connu comme un champion des droits de l'homme.»* Mais c'est ce que les impérialistes ont à leur disposition dans la région, et c'est ce qu'ils vont utiliser.





Europe

L'enjeu des élections européennes de juin 1979 (3)
Faire entendre la voix de l'internationalisme

Anna LIBERA

Face au déchaînement de collaboration de classe et de nationalisme des organisations majoritaires de la classe ouvrière, la voix de l'internationalisme a du mal à se faire entendre. D'autant plus que tous les chantres de l'Europe «démocratique» se sont bien assurés de mettre en place des systèmes électoraux qui rendent très difficile la présence de courants révolutionnaires dans la compétition électorale. Cela ne diminue pas la nécessité de mener une virulente campagne internationaliste et, pour ce faire, de débattre, sans sectarisme et sans opportunisme, de toutes les possibilités de mener cette campagne en commun avec d'autres forces.

Avec les organisations qui se réclament du trotskysme, nous n'avons pas de divergences de principe sur l'analyse du Marche Commun capitaliste et la nécessité de lutter pour les Etats-Unis socialistes d'Europe. Une divergence tactique nous sépare cependant des camarades du CORQI (dont la principale organisation est l'OCI en France). Ces camarades ont en effet appelé au boycott des élections européennes. Ils affirment que le Parlement européen n'est pas un vrai parlement et que les élections européennes ne sont pas de vraies élections. Il s'agirait plutôt d'un plébiscite, tendant à légitimer les institutions de l'Europe capitaliste et la division de l'Europe décidée à Yalta et Postdam. En participant aux élections, selon eux, la IVe Internationale apporterait à son tour son aval à ces institutions. Cette argumentation n'est guère convaincante. La participation des marxistes révolutionnaires à des élections pour des institutions bourgeoises n'implique jamais la reconnaissance d'une quelconque légitimité de ces institutions. Sinon il faudrait élever le boycott au niveau d'un principe car pour nous aucun parlement bourgeois n'est jamais légitime.

Il est exact que le Parlement européen n'a pas de véritables pouvoirs et n'est donc pas une institution parlementaire au sens traditionnel du terme. Mais tel était aussi le cas de la 4e Douma, élue en 1912 en Russie tsariste. Cela n'empêcha point la participation des bolchéviks aux élections pour cette Douma.

La question de la participation des révolutionnaires aux élections est une question tactique dont la réponse est essentiellement fonction de la possibilité pour eux de faire une propagande et/ou une agitation plus efficace - touchant plus de travailleurs que par leurs activités courantes -, et des réactions générales du mouvement ouvrier. Ces facteurs plaident aujourd'hui en faveur de la participation de la IVe Internationale aux élections européennes, ce qui permettrait de dénoncer plus efficacement le caractère bourgeois et anti-ouvrier des institutions européennes et d'amplifier la propagande en faveur des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Un boycott isolé de la part des trotskystes alors que toutes les organisations de masse du mouvement ouvrier participent aux élections européennes ne pourrait qu'isoler notre mouvement des couches croissantes de la classe ouvrière qui deviennent de plus en plus critiques à l'égard des directions bureaucratiques en général et de leur politique européenne en particulier.

Différentes organisations centristes européennes (*Democrazia Proletaria*, l'OCT, le PSU, le PT et le MC, *Pour le socialisme*, le KB) ont élaboré une plate-forme pour cette campagne européenne avec laquelle nous avons de sérieux désaccords. On ne saurait, selon nous, offrir une alternative quelconque dans une telle campagne en tentant de réunir, sur le plus petit dénominateur commun, ceux qui sont «contre» l'Europe, sans proposer de réponses stratégiques tant à la crise capitaliste qu'à la politique des directions tradi-

tionnelles de la classe ouvrière. La IVe Internationale a exprimé dans une «lettre ouverte» à ces organisations les divergences qu'elle avait avec leur plateforme, et nous reproduisons ici les points essentiels de cette critique.

1. L'EXPLICATION DE LA CRISE

«... Afin de présenter une réponse concrète aux travailleurs frappés par la crise que traversent tous les pays européens, il est nécessaire de partir d'une explications sérieuse de la nature et des causes de cette crise. Or, non seulement une telle explication n'apparaît pas dans votre plateforme, mais les éléments d'explication qui sont donnés sont extrêmement partiels et, en conséquence, erronés.

Vous écrivez en effet, comme seule explication des difficultés impérialistes : **«La crise du système capitaliste est liée aux difficultés croissantes qu'il a de maintenir le pillage du Tiers-monde sous ses formes antérieures et à la forte montée des luttes ouvrières dans les pays capitalistes de l'Europe de l'Ouest depuis le début des années soixante.».** *Et vous concluez que* **«l'accélération actuelle de l'intégration du capitalisme européen renforce la capacité d'agression et d'exploitation des impérialismes européens, notamment contre les peuples du Tiers-monde».**

Si, bien sûr, il s'agit d'éléments d'explication de la crise qui touche l'économie européenne et mondiale, l'élément fondamental - que vous taisez - réside dans le fait qu'il s'agit d'une crise classique de l'économie capitaliste, produit de la chute du taux de profit, crise liée aux mécanismes mêmes de production capitaliste (basés sur le marché et la concurrence). Pour sortir de cette crise, l'objectif de la bourgeoisie est de frapper les travailleurs afin de relancer le taux de profit. La concentration et la centralisation accentuées du capital, la réorganisation de son appareil de production au niveau européen visent à tenter de répondre, dans l'intérêt des grands groupes capitalistes européens, à cette crise en créant de meilleures conditions de concurrence face aux trusts américains et japonais, à la fois sur le marché européen et mondial. Les institutions politiques mises en place doivent permettre de faciliter ces opérations et d'harmoniser les politiques anti-ouvrières.

Il s'agit donc d'une crise dont la seule issue pour les travailleurs réside dans l'établissement d'une économie démocratiquement et internationalement planifiée, donc dans le reversement du capitalisme et de son Etat.

En insistant essentiellement sur la modification des rapports de forces entre les métropoles impérialistes et les pays du «Tiers-monde», vous n'évitez pas un danger combiné : ce faisant, en effet, vous vous gardez bien de préciser quelles classes profitent, dans certains pays du Tiers-monde, de cette modification des rapports de forces (et vous serez, nous l'espérons, d'accord pour reconnaître qu'il ne s'agit pas des «peuples» du Tiers-monde, mais des capitalistes de ces pays) et votre explication épouse donc implicitement - et, en tout cas, ne permet pas de répondre à - celle que donnent les «eurocommunistes» (et en tout premier lieu le PCI) pour justifier leur choix de l'austérité (en donnant une couverture idéologique aux sacrifices des travailleurs d'un pays industrialisé par suite des progrès des «peuples» du Tiers-monde). Vous introduisez aussi par là une division dans la classe ouvrière à l'échelle mondiale et tombez dans le piège de la bourgeoisie qui explique la crise par la concurrence des bas salaires du Tiers-monde (sans parler de son explication antérieure de la crise à partir de la hausse des coûts du pétrole).

Expliquer la crise par cette cause ne tient pas car il faut rappeler que la plus-value extraite par les classes exploiteuses dans les quelques pays qui détiennent le monopole du pétrole est largement redistribuée sous forme d'investissements et d'achat de biens manifacturés dans les pays capitalistes. En outre, il se forme une coalition entre les bourgeoisies de ces pays et les bourgeoisies impérialistes pour assurer l'exploitation des peuples du Tiers-monde.

Ne donnant pas la cause fondamentale de la crise que traverse l'économie capitaliste, votre plateforme ne permet donc pas, en conséquence, de montrer la voie d'une issue à cette crise en faveur des travailleurs, car, pour ce faire il faut s'attaquer à sa racine même.

2. AUCUNE DENONCIATION DE LA POLITIQUE DE COLLABORATION DE CLASSE A L'OEUVRE DANS LA PLUPART DES PAYS EUROPEENS

Votre plateforme reste aussi silencieuse sur l'autre aspect essentiel de la période actuelle : la politique de collaboration de classe menée par les organisations majoritaires de la classe ouvrière (que ce soit la gestion du système et de la crise comme en RFA ou en Angleterre, par des gouvernements sociaux-démocrates imposant l'austérité aux travailleurs; que ce soit par des accords comme les Pactes de la Moncloa ou le «compromis historique» en Espagne et en Italie; que ce soit la division et le sabordage des mobilisations en France). Cette politique reflète deux éléments essentiels : d'une part que la bourgeoisie, vu les rapports de forces sociaux qui ne se sont pas modifiés en sa faveur depuis 1968 (et

Les éditions La Brèche viennent de publier une cassette de formation *«Les Etats Unis socialistes d'Europe»*, **par J.M. Freyssat.**
K7 no 23
La Brèche
99 rue de l'Ouest, 75014 Paris
(25 F)

ceci malgré quelques succès politiques partiels), ne dispose pas des moyens pour imposer ses solutions à la crise sans s'assurer la collaboration des directions ouvrières traditionnelles (partis socialistes, communistes, organisations syndicales) afin de faire passer sa politique d'austérité et de normalisation politique et sociale; d'autre part, que les directions réformistes, dans une période d'affrontements qui exigent une issue révolutionnaire, tentent de bloquer tout développement des luttes ouvrières en dévoyant le mouvement de masse dans les ornières de la collaboration de classe et en l'enfermant dans le carcan de de l'Etat bourgeois national et maintenant des institutions supra-nationales européennes.

Est-il besoin de rappeler les formes les plus criantes que prend cette collaboration ? L'unité nationale en Italie avec l'appel du PCI à une stricte politique d'austérité et de répression contre les travailleurs; le blocage des salaires et l'accroissement massif du chômage en Grande-Bretagne à l'initiative du gouvernement travailliste; le sabordage par le PCF, la CGT et les autres organisations, de la mobilisation de toute la population en Lorraine en défense des sidérurgistes licenciés; l'opposition du gouvernement social-démocrate à la revendication des 35 heures mise en avant dans leur lutte par les travailleurs de la RFA, alors que le SPD prétend défendre cette revendication dans sa plateforme européenne : on pourrait allonger la liste.

Telles sont donc les deux caractéristiques essentielles du contexte politique dans lequel vont se dérouler les élections européennes : une profonde crise économique, une politique générale d'austérité et une politique de collaboration de classes des organisations de la classe ouvrière qui va jusqu'au soutien proclamé à cette austérité bourgeoise.

C'est par rapport à ces deux éléments que doit s'articuler une solution de rechange révolutionnaire à la politique capitaliste et aux institutions capitalistes européennes et à la «démocratisation» de cette Europe proposée par les réformistes et staliniens. En effet, la crise que connaît le mouvement ouvrier européen aujourd'hui est fondamentalement une crise de stratégie (mise en évidence par l'échec de l'Union de la gauche en France, les avatars du «compromis historique» en Italie, etc.) et c'est au niveau stratégique qu'une réponse révolutionnaire doit se porter.

A LIRE AUSSI DANS *INPRECOR*

Articles sur la RFA

1. *Les sidérurgistes pour les 35 heures*, numéro 40, 14 décembre 1978.
2. *Six semaines de grève dans la sidérurgie - premier bilan*, numéro 40, 14 décembre 1978.

Articles sur la Grande-Bretagne

1. *Au sortir de plusieurs défaites et à la veille d'une année électorale*, de Brian Grogan et de Rich Palser; paru dans *Inprecor* no 22, du 17 février 1978.
2. *Callaghan et Ford contre la classe ouvrière*, de Brian Grogan; paru dans *Inprecor* no 36, du 19 octobre 1978.
3. *La dernière année du gouvernement Callaghan*, de Rich Palser; paru dans *Inprecor* no 40, du 14 décembre 1978.
4. *Le gouvernement travailliste passera-t-il l'hiver ?* par Brian Grogan; numéro 45, 15 février 1979.

En ne faisant pas cela, votre plateforme n'apporte aucune réponse aux travailleurs influencés et organisés par les partis communistes et les partis socialistes, aux militants syndicaux qui, toujours plus nombreux aujourd'hui se posent des questions sur la politique de leurs directions et ont perdu leurs illusions dans celles-ci (voir la crise qui investit la presque totalité des organisations traditionnelles dans les pays européens; voir aussi les mouvements de grève contre la politique de leurs directions que mènent les travailleurs anglais, qu'ont mené les travailleurs allemands, etc.).

De plus, le refus de vous placer au départ sur ce terrain vous amène à développer des positions de plus en plus ambiguës sur toute une série de points que nous reprendrons par la suite.

3. AUCUNE STRATEGIE ALTERNATIVE

En effet, dans la situation actuelle de crise, on ne saurait se limiter à affirmer la nécessité de rencontres et de solidarité internationales des travailleurs - bien qu'il faille le faire. Les directions réformistes elles-mêmes parlent, de façon souvent démagogique certes, de la nécessité de rencontres - et pas seulement au sommet - entre syndicats de branches ou sur des thèmes particuliers (voir par exemple la proposition de Séguy, début février, d'une rencontre syndicale européenne sur les 35 heures). Mais ces propositions s'inscrivent, comme au plan national, dans une logique de pression syndicale sur les patrons et les institutions européennes et non dans une stratégie de lutte anticapitaliste.

Pour nous il s'agit de tracer la voie pour la lutte européenne des travailleurs, pour la mobilisation contre le capital et son Etat, dans la perspective de la prise du pouvoir par les travailleurs.

Ceci implique de pouvoir combiner la mise en avant de revendications qui répondent aux besoins les plus immédiats des travailleurs et permettent d'unir les plus larges couches exploitées (la revendication des 35 heures est exemplaire à ce sujet), l'organisation de la lutte sur ces revendications (aujourd'hui par exemple une grève européenne de la sidérurgie s'impose) et l'élaboration d'un programme ouvrier européen con-

La IVe Internationale, seul courant organisé au niveau européen, participe à la campagne pour l'élection du Parlement européen sur une plate-forme unique pour tous les pays (voir *Inprecor* no 45, 15 février 1979). Dans tous les pays elle a recherché les possibilités de présenter des listes de candidats trotskystes afin d'utiliser la tribune des élections pour dénoncer l'Europe capitaliste et son parlement. Mais, dans presque tous les pays, les conditions mises par la bourgeoisie à la participation de listes rendent très difficile une telle participation. Dans certains pays, il faut ramasser des dizaines de milliers de signatures, dans d'autres les conditions financières sont prohibitives. Tout a été consciemment fait pour mettre des entraves à la présentation des réponses révolutionnaires dans cette campagne électorale. Ce qui n'empêche bien sûr pas les patrons de l'Europe de se gargariser de «démocratie» et de «libertés».

D'ores et déjà, les sections belge et luxembourgeoise - qui jouissent de conditions moins draconiennes - ont annoncé qu'elles présenteraient des listes à ces élections. En France, des discussions sont en cours entre la LCR et Lutte Ouvrière afin de voir les possibilités de présenter une liste commune. Un accord politique substantiel existe sur la question de l'Europe entre ces deux organisations, l'obstacle principal à une présentation de liste résidant dans les conditions matérielles imposées par la bourgeoisie française.

Dans les autres pays, nos sections ont été contraintes, par les conditions matérielles, à renoncer à la présentation de listes aux élections européennes (de plus la section britannique et probablement la section italienne vont être confrontées dans les semaines à venir à des élections nationales).

UN RASSEMBLEMENT DE LA IVe INTERNATIONALE A TURIN

Cette situation, que nous dénonçons vigoureusement, ne doit pas nous empêcher de présenter nos réponses internationalistes aux travailleurs européens. Déjà toutes nos sections planifient des initiatives dont nous rendrons compte régulièrement. Deux initiatives centrales de la IVe Internationale sont également en préparation.

Il s'agit tout d'abord d'un rassemblement militant à Turin en Italie, les 19 et 20 mai. Le choix de l'Italie se justifie amplement par le rôle de ce pays dans les luttes ouvrières de ces dix dernières années, et celui de Turin comme un des principaux centres prolétariens d'Europe. Des militants et sympathisants de la IVe Internationale se retrouveront donc à Turin, pour débattre avec d'autres forces de la lutte pour l'Europe des travailleurs. Le samedi, plusieurs grands forums de discussion auront lieu, sur la construction de l'Europe des travailleurs, sur les luttes ouvrières, les luttes des femmes et les luttes de la jeunesse. Dans tous ces forums nous inviterons d'autres courants à venir présenter leurs positions et confronter leurs expériences. Ce rassemblement se terminera le dimanche en fin de matinée par un grand meeting de la IVe Internationale. Les 19 et 20 mai à Turin : un rendez-vous internationaliste à ne pas manquer !

UNE CONFERENCE OUVRIERE A ANVERS

Quinze jours plus tard, une conférence de militants ouvriers de la IVe Internationale se réunira à Anvers, en Belgique, les 2 et 3 juin. L'Europe des travailleurs existe et se construit dès aujourd'hui dans les luttes : c'est ce que montreront à Anvers des militants et militantes des trusts automobiles FIAT, SEAT, Ford, British Leyland, Renault, Volvo; des travailleurs de la sidérurgie française, allemande, luxembourgeoise et italienne, des travailleurs et travailleuses du secteur public britannique ou belge, de la métallurgie espagnole ou italienne, etc.

Afin de permettre à l'ensemble des militants ouvriers de la IVe Internationale et à leurs sympathisants de préparer cette conférence, le prochain numéro d'*Inprecor* sera entièrement consacré à sa préparation. Au niveau des différents pays des rassemblements internationalistes sont en préparation. L'un d'entre eux aura une importance particulière : il s'agit d'un grand rassemblement en Grande Bretagne pour l'auto-détermination du peuple irlandais. L'Europe «démocratique» dont on nous rabat les oreilles renferme l'une des dernières puissances coloniales du monde, la Grande Bretagne (l'autre étant la France qui veut faire des Antilles et de la Nouvelle Calédonie des colonies d'Europe) qui mène depuis dix ans une lutte impérialiste contre le peuple irlandais. Souvenons-nous à ce sujet que la Cour Internationale de Strasbourg refusait, l'an dernier, de condamner la Grande Bretagne pour usage de la torture contre les Républicains irlandais alors qu'il y a deux semaines un rapport rendu public à Londres donnait un verdict sans nuance : la torture est pratique commune à Long Kesh et dans les autres camps britanniques en Irlande du Nord. La solidarité avec la lutte du peuple irlandais pour son auto-détermination devra avoir une place d'honneur dans toutes les initiatives des sections de la IVe Internationale.

La lutte contre l'Europe capitaliste et son parlement, la solidarité des luttes des travailleurs, des femmes, des jeunes, des minorités et des peuples opprimés d'Europe; tel sera le contenu de la campagne de la IVe Internationale pour les Etats-Unis socialistes d'Europe.

tre la crise par l'ensemble des organisations ouvrières sans exclusives; la lutte au sein des organisations syndicales des travailleurs contre leurs directions réformistes et pour le remplacement de celles-ci par des directions lutte de classe; la lutte pour l'unité et l'indépendance de la classe ouvrière et le front unique de ses organisations, contre toutes les solutions de collaboration de classe, et pour un gouvernement des travailleurs.

Seul un tel projet permet effectivement de répondre à la nécessité brûlante de l'heure, de lutter contre les conséquences immédiates de la crise en plaçant cette riposte dans la perspective de la lutte pour l'instauration du pouvoir des travailleurs.

4. SILENCE SUR LA LUTTE CONTRE L'APPAREIL D'ETAT

Cette absence de réponse stratégique de votre part a des conséquences, à notre avis graves, sur les différents points que vous soulevez dans votre plateforme. A aucun moment, en effet, vous ne soulignez la nécessité de lutter contre l'Etat bourgeois dans la perspective de son renversement; cela donne un ton tout «autogestionnaire» gradualiste - même si le terme «autogestion» n'est pas employé - à certaines de vos propositions. C'est le cas par exemple quand vous écrivez : «**Nous nous proposons aussi de faire aboutir des choix de production imposés par les travailleurs et répondant aux besoins collectifs.**» *ou plus loin* «**Face à cette situation, nous devons développer une culture ouvrière et populaire authentique, mémoire et plaisir du peuple, compagne de ses luttes et de ses revendications.**». *Comment proposez-vous de faire aboutir de tels projets sans lier leur réalisation à la lutte pour la nationalisation des secteurs-clé de l'économie, pour le contrôle ouvrier et pour le renversement de l'Etat bourgeois ? Ou bien pensez-vous que l'on puisse développer des îlots socialistes de culture populaire ou de production alternative dans la société capitaliste ?*

5. SILENCE AMBIGU SUR LA POLITIQUE DES PARTIS COMMUNISTES

Un autre point qui ne laisse pas de surprendre dans votre plateforme, c'est le silence, qui frise l'opportunisme, au sujet de la politique des partis communistes européens. Vous soulignez en effet : «**La tentative ambitieuse d'hégémonie sur la CEE des partis sociaux-démocrates de la IIe Internationale, sous l'impulsion du SPD (...). Les forces de la IIe Internationale ont pour objectif de constituer l'axe d'une construction européenne, marginalisant les partis communistes occidentaux et les forces révolutionnaires anticapitalistes et anti-impérialistes.**». *Et pas un mot sur la politique des partis communistes !*

A LIRE AUSSI DANS *INPRECOR*

Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe - manifeste adopté par les sections européennes de la VIe Internationale; **numéro 45, 15 février 1979.**

On notera avec étonnement la mise sur le même plan des partis communistes et des «**forces révolutionnaires**» *victimes de l'offensive social-démocrate qui ne peut laisser penser qu'à une vélléité d'accord privilégié avec les partis communistes. Or les révolutionnaires n'ont pas à choisir entre les forces réformistes; celles-ci, qu'elles s'appellent social-démocrates ou communistes n'offrent que des impasses aux travailleurs. Votre appréciation vous amène à ne pas faire ressortir la politique et la stratégie contre-révolutionnaires des partis communistes, comme des partis sociaux-démocrates, quelles que soient les formes différentes sous lesquelles elles peuvent s'exprimer. Vous passez ainsi sous silence le fait que le PCI et le PCE par exemple, partagent tout à fait les projets «cogestionnaires» européens de la social-démocratie (le PCI a même passé un accord avec les partis socialistes européens) en s'alignant sur les projets européens de leurs bourgeoisies respectives. Vous passez aussi sous silence - ce qui est un comble pour une plateforme qui se veut internationaliste - la politique nationaliste chauvine du PCF qui bat campagne, drapeau tricolore au vent. Un tel silence, couplé à l'absence de dénonciation de la politique de collaboration de classe ne peut que nous inquiéter.*

6. AUCUNE POSITION CLAIRE SUR L'ELARGISSEMENT DU MARCHE COMMUN

Alors que vous soulignez à juste titre que l'élargissement de la CEE à l'Espagne, au Portugal et à la Grèce va frapper les travailleurs et paysans de ces pays en les soumettant aux impératifs de la rationalisation capitaliste européenne, vous ne donnez aucune position sur cette question alors que sont signataires de la plateforme plusieurs organisations dont le pays demande l'adhésion au Marché commun. Nous pensons que, dans ces pays, les révolutionnaires doivent dire clairement 'non' à l'entrée dans le Marché commun qui représente avant tout un renforcement des capacités d'exploitation des capitalistes de ces pays contre les travailleurs. Aucune ambiguité ne peut être laissée sur cette question. Une claire position de refus de l'adhésion dans ces pays est aussi la seule qui permette effectivement de mener une campagne internationaliste contre la division des travailleurs des différents pays de la CEE et autres, qui découle du renforcement de l'exploitation dans le cadre de la CEE.

7. SUR LES MINORITES NATIONALES

Plusieurs ambiguités nous paraissent lourdes de risque de dérapage. Le premier paragraphe de ce point de votre plateforme n'est en effet pas clair quand il dit : «**Dans chaque Etat, le combat contre les institutions européennes est aussi**

celui des identités nationales. Il appartient à chacune d'elles, conformément aux droits des peuples à l'auto-détermination, de développer ses revendications propres». *En effet, en parlant en général des «identités nationales», vous ne faites aucune différence entre nation opprimée (comme l'Irlande, les Basques, la Catalogne) et nations impérialistes (la majorité des pays européens). Si les travailleurs doivent défendre inconditionnellement le droit à l'auto-détermination des premiers, ils pénètrent sur un terrain glissant s'ils commencent à défendre «l'identité nationale» des seconds. Derrière cette défense de l'«identité nationale» se dessine en effet la défense des institutions de l'Etat bourgeois et de sa défense nationale. Comme vous le voyez, les dangers de votre position ne sont pas superficiels et la clarification de ce point est indispensable. Notre inquiétude nous semble d'autant plus fondée quand nous apprenons que l'une des organisations signataires de la plateforme de Bruxelles, VS/Danemark, a signé un accord - qu'elle qualifie de «technique» - avec le «mouvement populaire», organisation bourgeoise anti-Marché commun, pour une répartition des votes (les votes de VS allant à cette organisation au cas où VS n'en aurait pas assez pour avoir un élu). Tout accord - qui est bien sûr fondamentalement politique sous couvert d'un arrangement technique - entre des forces qui défendent des intérêts de classe antagoniques est impossible.*

En ce qui concerne le droit à l'auto-détermination des nationalités opprimées de l'Europe, pour lequel nous combattons également, il nous semble important de souligner le lien nécessaire entre lutte pour l'auto-détermination et lutte pour le socialisme. Non seulement la véritable libération de ces régions ne pourra se réaliser que dans le cadre d'une fédération européenne socialiste, vu l'étape de développement des forces productives, mais souligner ce lien est aussi le seul moyen de mettre en garde contre les dangers collaborationnistes des idéologies nationalistes. Ceci nous semble d'autant plus important que des courants nationalistes importants sont fort séduits par les projets réformistes, comme vient encore de le montrer la toute récente offensive du PCF à Béziers, auprès des chefs de file du mouvement occitan (en proposant de prendre un de ses principaux représentants sur sa liste, en bonne position).

8. AU SUJET DE LA LIBERATION DES FEMMES

Ce passage de votre plateforme nous semble particulièrement confus en ce qu'il ne souligne ni la nécessité de construire un mouvement autonome des femmes pour lutter contre leur oppression spécifique, ni la nécessité de la reprise en charge par les organisations de masse du mouvement ouvrier des revendications et des luttes des femmes. On trouve ainsi la formule du soutien «au droit à l'auto-détermination des femmes» qui vous permet de faire l'économie d'une position claire sur ces deux questions, mais ne propose aucun axe de bataille pour les femmes (quant à savoir ce qu'elle signifie exactement, mystère !).

Enfin la réserve du Sinn Fein sur la question de l'avortement mériterait plus ample explication : comment peut-on défendre en effet qu'une revendication qui va dans le sens de la libération des femmes pourrait affaiblir un mouvement de libération anti-impérialiste ?

9. SUR LES LIBERTES DEMOCRATIQUES

Vous introduisez une confusion lourde de conséquences dans ce paragraphe en mettant sur le même plan toutes les mesures répressives mises en place par la bourgeoisie européenne et ses Etats et la «pratique d'exclusion syndicale». Ainsi vous mettez sur le même plan la lutte pour les libertés démocratiques envers l'Etat bourgeois et la lutte pour la démocratie ouvrière au sein des organisations syndicales, ce qui laisse supposer que ces dernières sont des institutions de l'Etat bourgeois comme les autres. Allez-vous demander à l'Etat bourgeois de garantir le maintien des révolutionnaires dans les syndicats; allez-vous lutter pour la destruction de l'institution-syndicat comme des autres institutions de l'Etat bourgeois ? Comment avec une telle position allez-vous amener la masse des travailleurs à prendre conscience de la nécessité de lutter contre les directions réformistes de leurs organisations - qui affaiblissent ces organisations par leurs méthodes anti-démocratiques ? Pour ce faire, il faut lier clairement la lutte contre la pratique anti-démocratique des directions à la défense des organisations de masse des travailleurs contre toute attaque de l'Etat bourgeois, ce qui ne permet évidemment pas de faire le mélange que vous faites dans le chapitre sur les libertés démocratiques. Ceci est d'autant plus important à une époque où des attaques anti-syndicales ou d'intégration des organisations syndicales font partie de l'arsenal de la bourgeoisie contre la classe ouvrière.

Pour toutes les raisons que nous venons d'exposer, nous pensons que la plateforme de Bruxelles ne permet pas de mener une campagne anticapitaliste et internationaliste contre l'Europe des multinationales et ses institutions. Ceci nous semble confirmé par le fait qu'une série des organisations signataires (c'est déjà le cas officiellement pour VS/Danemark et PLS/Belgique) ont déjà annoncé qu'elles mèneraient campagne dans leurs pays sur une plateforme élaborée nationalement.»

France

Avant les congrès du Parti socialiste et du Parti communiste

Pierre FRANK

En avril se tiendra le congrès du PS, en mai celui du PCF : les deux partis qui sont suivis par la masse des travailleurs de France et, quoiqu'ayant obtenu une faible majorité des suffrages aux élections de mars 1978, ont été battus à celles-ci en raison, d'une part, du découpage des circonscriptions; et d'autre part, surtout, en raison de la désunion qui s'aggravait de ladite Union de la gauche pendant les six à sept mois qui précédèrent les élections. Ces congrès seront les premiers qu'ils tiennent depuis leur défaite électorale; ils précéderont de peu les élections à l'Assemblée européenne. L'issue du congrès du PCF ne fait pas de doute, il en est de même pour celui du PS. Mais pour commencer, résumons la situation économique, sociale et politique dans laquelle se tiendront ces congrès.

La France est à présent frappée de plein fouet par la crise économique. Il sévit une inflation parmi les plus élevées d'Europe occidentale, le nombre de chômeurs dépasse le million et demi et continue de s'accroître. Les différents « plans » mis en avant par le gouvernement Barre n'ont apporté aucune amélioration à l'économie. Depuis que l'Union de la gauche a été battue et que ses composantes se disputent, Giscard-Barre et le patronat croient que tout leur sera possible. Sous prétexte de défendre le franc et de juguler l'inflation, ils cherchent à abaisser le niveau de vie des travailleurs. Celui-ci n'avait pas été encore sérieusement atteint jusque vers la moitié de 1978; mais depuis lors, des attaques se produisent sur tous les plans : limitation des augmentations de salaires au-dessous des augmentations des prix; lourde augmentation des cotisations à la Sécurité sociale et atteinte à certains des bénéfices de celle-ci; atteinte aux indemnités de chômage; augmentation des prix des services publics, des loyers, liberté des prix; augmentation des impôts, etc.

Le mécontentement des masses, désormais considérable, a commencé à prendre des formes où il fait place à la colère dans certains secteurs industriels et dans certaines villes, dans des régions qui sont particulièrement touchées (Nord et Pas-de-Calais, Lorraine). Les grèves et les manifestations se multiplient et prennent des aspects parfois rudes. Les deux exemples les plus marquants sont ceux des villes de Longwy et de Denain, villes sidérurgiques, où se sont produites de véritables émeutes, avec attaques de commissariats de police, que les directions syndicales étaient impuissantes à empêcher.

On assiste à des explosions locales dans une sympathie générale, mais la tendance à l'élargissement des mouvements ne s'est pas encore pleinement développée. Il est certain que le chômage pèse lourd sur les travailleurs qui ont un emploi, mais le chômage croissant ne suffit pas à expliquer cet état de choses. La défaite électorale n'a pas démoralisé la classe ouvrière ni entamé ses aspirations unitaires : les électeurs ignorent les querelles du PS et du PCF quand il y a un second tour. Ce qui pèse le plus sur les travailleurs, c'est que la perspective politique que constitua l'espoir de la victoire de l'Union de la gauche a disparu sans être remplacée par une autre perspective. Comme nous le verrons plus loin, les deux partis traditionnels sont à présent largement repliés sur eux-mêmes, chacun dans ses difficultés intérieures et dans son crétinisme parlementaire.

LES DIVISIONS DE LA BOURGEOISIE

Sur le plan politique, la bourgeoisie est divisée. On connaît le différend Giscard-Chirac. A peine étouffé pour la période qui précéda les élections de mars 1978, il a vite repris et devient de plus en plus aigu. A la base se trouvent deux conceptions politiques différentes pour l'avenir. Chirac veut conserver la division majeure qui existait du temps de De Gaulle, à savoir les gaullistes d'une part, les communistes de l'autre, avec un écrasement des formations intermédiaires, y compris du PS, de sorte que la formation gaulliste reste éternellement dominante. Giscard veut aboutir, le temps et les circonstances aidant, à un effritement des gaullistes, à un isolement des communistes, et à une coalition du centre bourgeois avec une aile des socialistes qui seraient convaincus qu'il n'y aurait pour eux aucun espoir de parvenir au gouvernement en restant alliés aux communistes. Ce conflit Giscard-Chirac mûrissait assez lentement, les deux antagonistes se préparant pour une contestation ouverte lors de l'élection présidentielle de 1981. Mais à la suite du mécontente-

ment montant des masses, le RPR de Chirac veut se délimiter autant que faire se peut de la politique Giscard-Barre. Mais il est gêné dans ses manœuvres, le Président de la République menaçant de procéder à une dissolution de l'Assemblée nationale et à de nouvelles élections si celle-ci mettait en minorité le gouvernement. Aussi Chirac cherche-t-il à agiter l'opinion publique sur des termes ultra-nationalistes en vue des élections européennes, des thèmes qui trouvent un écho dans les masses ouvrières et petites-bourgeoises arriérées.

NAISSANCE ET MORT DE L'UNION DE LA GAUCHE

Pour mieux saisir les problèmes qui seront traités aux deux congrès, il faut rappeler succintement pourquoi l'Union de la gauche s'était constituée en 1972 et pourquoi elle s'est rompue de facto en 1977. Le processus de politisation de la classe ouvrière engendré par Mai 68 dépassait tout ce qui avait été connu dans le passé; il tendait à mettre en cause le régime capitaliste - l'exemple de Lip en était un symptôme. Les organisations ouvrières de masse pouvaient seules parvenir à le canaliser dans des canaux parlementaires, pour éviter de mettre en cause le capitalisme. Depuis des années, le PCF avait lancé l'idée d'une union des partis de gauche sur un programme réformiste; il avait donc une orientation toute prête, bien qu'il n'ait ni prévu Mai 68, ni soutenu ce mouvement. Au PS, le problème était plus compliqué. Guy Mollet avait pratiqué des années durant la politique de « la troisième force» (collaboration avec le centre bourgeois) et en avait payé le prix fort lourd de pertes croissantes, aboutissant à un désastre à l'élection présidentielle de 1969 (environ 5% de voix à son candidat). La crise du PS fut dénouée au congrès d'Epinay en 1971, qui décida la création d'un « nouveau parti socialiste», dont le dirigeant était Mitterrand, souvent ministre pendant la IVe République. Après Mai 68, il avait proposé une politique qui paraissait audacieuse aux membres du Parti socialiste : pour que le PS devienne fort, il fallait - disait-il - renoncer à toute tactique de « troisième force», et constituer au contraire une alliance avec le PCF en vue de gagner une majorité électorale dans le pays. Il allait donc dans le sens de la politique proposée par le PCF, quitte à discuter avec lui le contenu du programme de l'Union de la gauche. A ceux qui objectaient qu'un parti aussi affaibli ne pouvait songer à s'entendre avec un parti aussi discipliné et fort que le PCF, qu'on ne peut aller dîner avec le Diable si l'on ne possède pas une grande cuiller, il répondait que sa politique était la seule qui renforcerait le rapport de forces avec le PCF. Il l'emporta à Epinay parce que la politique de Guy Mollet était condamnée par tous et parce que personne ne formulait une autre politique que lui.

Les prédictions de Mitterand se vérifièrent bientôt. A l'élection présidentielle de 1974 (entre Giscard et Mitterrand la différence des voix était inférieure à 1%), aux élections cantonales de 1976 et, surtout, aux élections municipales de 1977, la montée des voix de l'Union de la gauche apparaissait irrésistible. Mais, alors qu'au moment de l'adoption du programme commun en 1972, on était en haute conjoncture économique, celle-ci avait fait place à la crise économique. Il fallait donc réviser ce programme pour les élections de 1978. C'est alors qu'apparurent les tensions qui menèrent à la rupture.

Les dirigeants du PS voulaient réduire certaines promesses du programme sans toutefois l'annoncer bruyamment. La direction du PCF avait des préoccupations d'un autre ordre. Dans la montée de l'Union de la gauche, le PS rattrapait et dépassait le score du PCF, qui était plutôt stagnant et baissait même un peu dans les vieux bastions de la banlieue parisienne. Dès les premières manifestations d'une telle tendance, la direction du PCF s'en inquiéta car, lors des grands accords passés avec le PS - pour le Front populaire et au lendemain de la Libération - c'était lui, le PCF, qui en avait été le grand bénéficiaire. Les élections municipales de mars 1977 l'alarmèrent : sur sa droite le PS se développait et gagnait même un peu à ses dépens; sur sa gauche, des listes d'extrême-gauche avaient obtenu des résultats relativement impressionnants, dans des quartiers ouvriers, y recueillant près de un million de voix pour toute la France. Nous savons qu'au Bureau politique, cet aspect de la situation, non mentionné publiquement, fut examiné avec soin.

Quand les discussions sur la mise à jour du programme commun commencèrent, la direction du PCF était prête à faire des concessions à la direction du PS à condition de recevoir en échange des garanties concernant le nombre et la nature des ministères qui seraient attribués au parti, des postes qu'il obtiendrait dans les entreprises nationalisées, et le maintien de la coalition gouvernementale en cas de désaccords. Autrement dit, le PCF était prêt à faire une politique gouvernementale à la Callaghan, et à faire face à des offensives sur sa gauche, mais à condition d'avoir la certitude d'être solidement installée dans l'appareil étatique et para-étatique. La direction du PS faisant la sourde oreille aux demandes de la direction du PCF, cette dernière découvrit alors un « virage à droite» du PS et engagea le combat contre son « associé» de l'Union de la gauche, avec pour objectif non dissimulé d'enrayer et si possible de faire refluer sa progression électorale en vue d'améliorer son rapport de forces avec lui. On en connaît le résultat.

Depuis la défaite électorale, les rapports entre les deux partis n'ont fait que se détériorer davantage et c'est dans ces conditions que les deux congrès vont se tenir.

LES FRACTIONS AUX PRISES DANS LE PS

Formellement, sept motions de politique générale ont été déposées pour les votes qui auront lieu au congrès du PS

qui se tiendra à Metz. Les principales d'entre elles, au nombre de quatre, ont été présentées respectivement par Mitterrand, Rocard, Mauroy et le CERES. Les autres ont surtout pour objectif la préparation et l'exécution de manœuvres, savantes ou non, au cours du congrès. Bien que le PS continue à progresser électoralement - la politique gouvernementale suffisant à y contribuer -, il se pose à lui un problème essentiel qui est à l'origine de ses luttes intestines présentes, mais qu'il ne présente pas sous une forme claire. Quel est ce problème ? Devenu le premier parti de France, le PS ne peut éternellement rester un parti d'opposition; mais comment pourra-t-il parvenir au gouvernement ? Ne pouvant espérer obtenir la majorité absolue à lui seul, il doit nécessairement trouver des alliés pour avoir une majorité parlementaire et une majorité présidentielle, des alliés autres que le quarteron de « radicaux de gauche » qui sont des parasites sur son corps. Il ne peut songer à revenir directement à une politique de « troisième force », c'est-à-dire d'alliance avec un parti bourgeois sans provoquer du même coup la perte de la plus grande partie du terrain qu'il a reconquis grâce à l'Union de la gauche et presque certainement aussi une scission dans ses rangs. Ce serait un résultat inévitable dans les conditions politiques actuelles de la France. Il ne peut pas non plus passer par les fourches caudines du PCF, car agir ainsi serait réduire son audience dans des milieux qui veulent bien voter pour un bloc du PS et du PCF à conditions que le PCF n'y occupe qu'une place subalterne. Aucun courant ou tendance ou fraction du PS ne propose aujourd'hui une alliance avec un parti bourgeois, tous dans ce parti se déclarent partisans du maintien d'une alliance de la « gauche », mais ils ne pourront le faire que s'ils trouvent le moyen d'amener le PCF à résipiscence grâce à un meilleur rapport de forces par rapport à celui-ci. C'est ce problème qui est à la base de la lutte intérieure du PS, mais il n'est pas formulé aussi explicitement. En outre, les réponses sont obscurcies par d'autres considérations d'ordre organisationnel ou personnel.

Le combat au congrès se polarisera autour de Mitterrand et de Rocard. Mauroy met l'accent sur la nécessité de maintenir l'unité du parti autour de Mitterrand, mais demande de ce dernier un comportement de dirigeant moins absolu. Le CERES dénonce le sectarisme du PCF, mais défend des positions politiques proches de celles de ce parti. Quelles sont les divergences entre Mitterrand et Rocard, telles qu'elles semblent apparaître au-delà de ce qu'ils ont dit jusqu'à présent, de ce qu'ils ont écrit dans leurs motions. Rocard se présente avant tout comme l'économiste qualifié, réaliste, qui n'oublierait pas que toutes les revendications ne peuvent être satisfaites dans la crise économique actuelle. Autrement dit, il veut faire croire que c'est lui, et non Barre, qui est l'économiste numéro un du pays, le seul qui peut apporter des remèdes à ses maux. Ce langage est destiné à être entendu, en dehors du PS, des nouvelles couches moyennes et des couches ouvrières influencées par des arguments technocratiques, comme on en trouve dans une partie de la CFDT. Rocard paraît donc chercher à étendre l'influence du PS sur sa droite, en ignorant l'électorat communiste qu'il doit penser irréductible à son plafond actuel.

A LIRE EGALEMENT

Depuis la défaite de l'Union de la gauche **par Pierre Frank; numéro 36, 19 octobre 1978.**
Le mouvement syndical depuis les élections; **numéro38, 16 novembre 1978.**
Le congrès du PS français - Des bilans douloureux pour des choix difficiles; **numéro 46, 1er mars 1979.**

La motion Miterrand se situe politiquement « à gauche ». Elle dénonce la politique Giscard-Barre d'une façon qui donne à son orientation une apparence proche de celle du PCF. Elle contient aussi une critique des positions de Rocard sans nommer celui-ci, en dénonçant les *« 'prétendues' lois économiques »* qui...*« ne sont en fait que les principes de gestion du système capitaliste »*. Il recule peu sur le programme de 1972. Ainsi sa motion doit lui permettre de s'assurer au congrès l'appui des votes du CERES sans lesquels il ne pourrait probablement pas obtenir une direction majoritaire. C'est là, pour lui, son objectif à très court terme, mais il vise autre chose à plus long terme. A la différence du CERES, loin de pencher vers le PCF, il a introduit dans sa motion des critiques extrêmement dures du PCF sur tous les points où celui-ci est extrêmement vulnérable :

« ... Les socialistes diront haut les manquements du PC. Ils poseront des questions précises sur les contradictions entre le centralisme démocratique (1) *et la revendication autogestionnaire, l'internationalisme théorique et les pratiques nationalistes, le ralliement au pluralisme et la réalité soviétique, le discours de gauche et le sabotage de l'alliance de gauche, etc. ... Restera au Parti communiste soit à s'enfermer davantage dans ses refus sectaires, soit à comprendre son devoir. Lorsque ce jour sera venu, le PS dira comment il entend engager le dialogue. »*

Mitterrand met aussi l'accent sur la nécessité de renforcer l'incrustation du PS dans les entreprises. Ainsi, à plus long terme, Mitterand veut renforcer son parti en contestant au PCF sa prétention à être le seul parti ouvrier, en mordant dans l'audience et même dans les rangs du PCF. Il n'y a pas très longtemps, il avait déclaré que, selon lui, le PCF s'était débarrassé de ses *« oripeaux léninistes »* (à savoir la dictature du prolétariat, etc.), mais qu'il n'avait pas *« coupé le cordon ombilical avec les structures, les méthodes de pensée et d'organisation qui produisent le stalinisme. »* En fin de compte, il semble que Mitterrand chercherait à renforcer et à consolider son parti sur sa gauche aux dé-

pens du PCF, poursuivant le calcul qu'il avait exprimé au congrès d'Epinay.

Le congrès de Metz, rappelons-le, ne sera pas appelé à se prononcer aussi clairement que nous présentons les divergences réelles. Les manœuvres ont déjà commencé et vont se poursuivre. Mitterrand va chercher à isoler Rocard; à peu près sûr dès maintenant de l'appui du CERES, il tournera ses efforts du côté de Mauroy. Les mass media sont plutôt favorables à Rocard. Nous verrons plus loin l'attitude de la direction du PCF sur les luttes intestines du PS.

LA POLITIQUE ACTUELLE DU PCF

Les textes présentés par le Comité central du PCF pour le prochain congrès - qui ne seront certainement pas modifiés dans leur contenu essentiel - n'apportent aucun changement par rapport à la ligne que ce parti défend publiquement depuis l'automne 1977, à savoir : feu ininterrompu contre le PS, à tout propos et même hors de propos. Comme c'est de plus en plus le cas pour les documents du PCF, le projet de résolution contient beaucoup moins de démonstrations que d'affirmations péremptoires, selon le principe qu'une affirmation répétée de nombreuses fois équivaut finalement à une démonstration. *« La crise qui, bien qu'elle ne se limite pas au cadre de notre pays, est avant tout nationale... La crise est aussi internationale... »* Nous verrons bientôt le pourquoi de *« avant tout nationale »*.

Sur la situation politique française, les différences entre les formations bourgeoises et le PS sont gommées dans toute la mesure du possible. RPR et UDF sont englobés sous un même vocable, le giscardisme, les forces giscardiennes, alors que les tensions entre ces formations sont considérables. Le projet de résolution va plus loin encore, en parlant d'une *« entreprise de rapprochement »* des forces giscardiennes avec le PS, *« en vue d'une application commune de la politique du capital »* à laquelle seul le PCF constitue un obstacle. Les divergences au sein du PS, le CERES compris, ne seraient, aux dires du projet, que des querelles pour savoir comment appliquer *« l'orientation de droite »*. Ainsi la direction du PCF présente la situation politique française sous la forme d'une concertation allant de l'extrême-droite au PS inclus, pour mener une campagne par tous, contre le PCF tout seul. Nous retrouvons là une conception bien vieille dans le mouvement ouvrier, selon laquelle le parti de la classe ouvrière, en l'occurence le PCF, aurait en face de lui une *« masse réactionnaire unique »*. De cette analyse la direction du PCF conçut qu'elle ne renonce pas à la politique de l'Union de la gauche, qu'elle reste inscrite dans son programme, mais que sa réalisation dépend de l'existence d'un PCF fort et que de nouveaux accords d'Union de la gauche ne pourront mûrir qu'*« à partir de 'l'action en bas' qui a et conservera toujours un caractère décisif »*. On retrouve donc ici le fameux *« front unique à la base »* qui, une longue expérience l'a montré, signifie le contraire du front unique. De fait, la politique présente du PCF rappelle quelque-chose de la « troisième période », sauf qu'il n'est pas du tout question d'une politique révolutionnaire ultragauche, mais d'une politique réformiste dirigée en premier lieu contre le PS (2). Les cellules du PCF ont pour consigne de ne pas s'adresser aux sections du PS et de se précipiter les premières dans toute lutte, pour s'y présenter comme le *« seul défenseur »* des travailleurs, coupant l'herbe sous le pied même à la CGT.

Le PCF seul contre tous ? Il est une question sur laquelle il ne l'est pas et se retrouve... avec Chirac, sur des thèmes patriotards, nationalistes, anti-allemands qui rappellent les manifestations de la bourgeoisie française entre la guerre de 1870 et la signature du Traité de Versailles. *« L'indépendance nationale »* est menacée, la France soumise à l'Allemagne, etc. La campagne du PCF en vue des élections européennes se mènera sur une liste où se trouveront des éléments bourgeois (3). Ce nationalisme éhonté, ces « cocoricos » en direction de couches de travailleurs politiquement arriérés sont particulièrement dangereux en ce temps de chômage parce qu'ils apportent, que le direction du PCF le veuille ou non, de l'eau au moulin des campagnes xénophobes et racistes qui s'amplifient.

Sur le contenu du projet de résolution, on peut noter la confirmation de l'abandon de la dictature du prolétariat par le congrès précédent, un silence sur le « léninisme », le remplacement de « l'internationalisme prolétarien », qui avait signifié pour la direction l'alignement sur la politique du Kremlin, par l'expression *« solidarité internationaliste »* dont le sens est aussi vague que possible et peut être à l'usage de tout un chacun. Ce prétendu internationalisme est, par contre, très catégorique sur un point : il faut à

la France *« une défense nationale indépendante qui ne peut... avoir de réalité qu'en s'appuyant sur la maintenance de la force nucléaire de dissuasion »*. Qui se souvient encore de « l'appel de Stockholm » ?

Sachant qu'elle traîne comme un boulet le passé suiviste du parti envers l'Union soviétique, la direction du PCF cherche à s'en débarrasser au moyen de quelques formules, comme si elle pouvait s'absoudre elle-même de péchés qu'elle présente comme étant véniels. A propos des pays prétendûment socialistes, le projet de résolution affirme que *« le socialisme existe »* et que *« le bilan des pays socialistes est globalement positif »*. Tout au plus subsiste-t-il du passé *« des pratiques et des défauts »* non autrement caractérisés, qui n'impliquent en aucune manière la moindre idée de *« rupture avec les pays socialistes »*. Il n'est évidemment pas la moindre question d'une quelconque campagne à mener contre ces *« pratiques »* inadmissibles, pas même contre la peine de mort infligée récemment pour un attentat à des Arméniens, dont la culpabilité n'a pas été prouvée.

Après avoir signalé quelques points politiques importants, voyons comment se prépare le congrès. On se souvient que la vague contestataire du lendemain de la défaite électorale avait mis en cause le régime non démocratique dans le parti. Le texte soumis à la discussion déclare avec un sérieux imperturbable que la vie intérieure du parti est *« la vie la plus démocratique »* que l'on peut observer en France, mais omet de mentionner toutes les critiques que des membres lui ont faites. La seule concession perceptible à ces critiques est la possibilité donnée au Comité central par les nouveaux statuts de décider éventuellement l'ouverture de tribunes de discussion hors des périodes de préparation d'un congrès. Il est vrai qu'aucun de ceux qui avaient exprimé leurs critiques dans la presse bourgeoise n'a été sanctionné, la direction ayant même dit qu'elle n'exclurait personne (4). Dans la tribune de discussion qui vient d'être ouverte, on a inséré quelques interventions critiques des positions présentées par la direction, mais elles étaient bien timides, plus défensives qu'offensive, et des permanents y ont aussitôt répondu. Une cellule de province ayant envoyé au Comité central un contre-projet de résolution, s'est vue refuser sa publication et, au nom du Secrétariat du parti, Plissonnier, qui depuis de longues années est chargé de contrôler l'appareil, lui a envoyé une lettre dans laquelle on peut lire :

« La méthode qui consiste à préparer un congrès sur la base de plusieurs textes porte atteinte au droit de chaque adhérent de participer à part entière à la détermination de la politique du parti et de se prononcer en connaissance de cause. Car il ne reste plus dans ce cas à l'adhérent qu'à se ranger derrière telle ou telle bannière, sans savoir ce que sera en définitive la politique de son parti... Au surplus cette demande est d'autant plus irrecevable que votre projet de résolution tend, dans son contenu, à remettre en cause les décisions prises par le (précédent) *congrès, décisions que le Comité central a reçu mandat de mettre en application. »*

Ce texte est une belle illustration de *« la vie la plus démocratique »* qui sévit dans le parti. On comprend que la cellule en question ait décidé de diffuser elle-même son texte. D'ailleurs la plupart des contestataires de l'an dernier ne se font pas d'illusions quant à leurs possibilités de franchir les barrages qui sont placés pour parvenir à la tribune même du congrès et publient leurs textes hors de la tribune de discussion. Une épuration s'étend parmi les permanents. Des rédacteurs de *France nouvelle*, le principal hebdomadaire du PCF, ont été amenés à donner leur démission, après que l'on ait fait savoir, comme l'indique l'un d'eux, que *« mon attitude, mon opinion, mes discours, mes problèmes étaient bons pour une communiste de la 'base', mais pas pour une permanente, encore moins pour une responsable »*. (*Le Monde*, 10 mars 1979). Autre exemple : la contestation qui s'était élevée l'an dernier avait quelque peu influencé la direction de la Fédération de Paris qui avait laissé passer des échos sur les discussions intérieures dans son organe *Paris-Hebdo*. Celui-ci n'avait pas tardé à être supprimé... pour des raisons financières. En outre, à la veille de l'ouverture de la discussion dans le parti, le secrétaire de la Fédération de Paris, Fizbin, membre du Comité central, a été autorisé à *« 'abandonner' sa fonction ... pour raison de santé »*, à un autre membre du Comité central bien connu pour sa vigilance (5).

Une question se pose encore au sujet de la politique du PCF : jusqu'à quand la direction poursuivra-t-elle cette politique sectaire et qu'est-ce qui pourrait la faire changer ? L'objectif principal de cette politique, avons-nous dit, est de rétablir un rapport de forces favorable pour le PCF envers le PS. La direction n'aura donc pas tendance à modifier sa politique aussi longtemps qu'elle n'aura pas atteint cet objectif, éventualité qui ne paraît pas proche, bien au contraire (6). Mais la situation ne dépend pas uniquement des plans et des calculs des directions. Les tendances unitaires des masses sont fortes et l'offensive gouvernementale et patronale ne peut que les renforcer. Aucune direction ne pourra toujours les ingorer. Déjà, lors du congrès de la CGT, on a pu observer des courants qui ne sont pas disposés à suivre la politique sectaire du PCF; et la direction de la CGT, du moins certains de ses membres, a affecté de tenir compte de ces courants. La politique présente du PCF ne peut aboutir qu'à une impasse.

UNE SEULE PERSPECTIVE : LA GREVE GENERALE

En résumé, au cours des deux à trois mois à venir, les deux partis ouvriers de masse vont chacun se déterminer ou réaffirmer leur orientation. Dans la motion Mitterrand et dans le

projet du PCF, on trouve d'importantes revendications communes aux deux textes, à commencer par la semaine de 35 heures sans diminution de salaire. Mais, au lieu de préparer une bataille commune pour arracher cette revendication - qui est aussi, aujourd'hui, la revendication commune à tous les travailleurs d'Europe occidentale -, ces deux directions œuvrent avant tout qui à renforcer leur progression aux dépens de l'autre, qui à l'endiguer et à la réduire. Les intérêts de boutique ont chez toutes deux la priorité sur les intérêts de la classe ouvrière. On peut dire que, à l'exception des militants les plus politisés, les travailleurs ne suivent pas ces débats et qu'ils ne comprennent pas les mobiles et les aboutissements des querelles, aussi bien au sein des partis qu'entre ces partis. Ils n'y voient pas une indication, une politique qui leur offre une perspective politique sur laquelle déboucherait leur résistance aux agressions du gouvernement et du patronat.

Cette perspective existe pourtant et n'a rien d'illusoire : c'est la grève générale. Il n'est évidemment pas question de la proclamer arbitrairement, il s'agit d'ores et déjà de placer tous les combats présents dans le cadre d'une propagande pour cette perspective, d'un mouvement généralisé qui aurait pour objectif de balayer le gouvernement, d'imposer un gouvernement du PC et du PS et d'ouvrir la voie au pouvoir des travailleurs. Ce n'est pas une perspective illusoire, en France moins qu'ailleurs où la mémoire des travailleurs conserve encore très frais Juin 36 et Mai 68, sans oublier aussi les mouvements généralisés de l'après-guerre (1946-48). Ce n'est pas non plus une perspective illusoire parce qu'à la différence de Mai 68, qui a éclaté en l'absence d'un programme de revendications générales préalablement connu, un tel programme existe dès à présent : semaine de 35 heures sans diminution de salaire; élévation substantielle du SMIG; fermeture de l'éventail des salaires et traitements; aucune atteinte à la Sécurité sociale; arrêt du programme nucléaire; augmentation des budgets d'équipements sociaux, etc. - le tout étant vu comme une transition vers la construction d'une société socialiste. C'est là la substance des débats dans le mouvement ouvrier français depuis plusieurs années. Les difficultés à faire avancer cette perspective se trouvent moins que jamais dans les aspirations et la volonté de combat des masses travailleuses; elles résident au contraire dans le conformisme et la couardise des directions traditionnelles. Mais, malgré celles-ci, le tournant de la situation se produira. Il est impossible de dire dès maintenant quand, mais les signes se multiplient qui l'annoncent. Longwy et Denain rappellent Brest et Toulon annonçant Juin 36; Caen, Redon, etc. annonçant Mai 68. On peut être certain non seulement que le prochain assaut se produira inéluctablement, mais qu'il sera beaucoup plus puissant que ceux que les travailleurs ont menés dans le passé.

11 mars 1979

NOTES

1) A l'instar de beaucoup, pour Mitterrand, centralisme démocratique sert à désigner le régime de centralisme bureaucratique instauré du temps de Staline dans les partis communistes, régime maintenu à présent avec quelques accomodements et qui n'a rien de commun avec le véritable centralisme démocratique qui est élaboration la plus démocratique et discipline seulement dans l'action.

2) Cependant les élections partielles de l'année écoulée ont donné matière à réflexion à la direction du PCF. Elle a vu que se maintenir au second tour contre un candidat socialiste arrivé en tête n'est pas admis par les électeurs et lui coûterait bien des échecs électoraux. Aussi le Comité central a-t-il adopté comme règle générale qu'aux prochaines élections cantonales et aux élections partielles ultérieures, le PCF se désisterait au second tour pour le candidat de gauche arrivé en tête au premier tour.

3) Un responsable du PCF a déclaré publiquement que les élus communistes à l'Assemblée européenne constitueraient, si le règlement de cette Assemblée le permet, un groupe distinct, y compris des élus communistes italiens. Voilà où va se nicher «l'indépendance nationale» de la direction du PCF.

4) Marchais, qui ne craint pas le ridicule, a été jusqu'à dire que Tillon n'avait jamais été exclu du PCF et qu'il pouvait donc venir quand il le voulait, discuter avec les «organismes appropriés» de son retour dans le parti. Pourquoi ne demande-t-il pas aussi à Marty de sortir de sa tombe pour en faire autant ? Des contestataires ont posé la question de la réhabilitation de Marty, exclu comme flic, mais la direction du PCF a gardé le silence à son sujet.

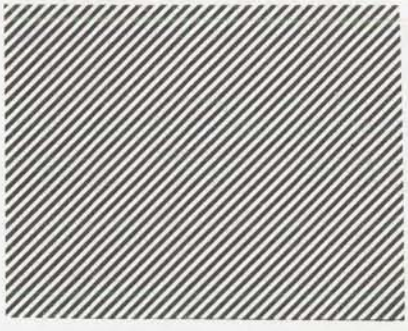
5) Plusieurs oppositions à la direction, encore très faibles numériquement, sont apparues depuis mars 1978. Elles se sont jusqu'ici surtout développées parmi les secteurs de la jeunesse étudiante et des intellectuels du PCF. C'est le cas des étudiants de l'UEC (Union des étudiants communistes) de Bordeaux ou du courant «althussérien» ou encore des journalistes et intellectuels des diverses revues du PCF. Mais une nouvelle opposition est apparue récemment, composée essentiellement à l'origine de travailleurs, qui publie un bulletin de discussion «Luttes et Débats». Ce nouveau courant oppositionnel se caractérise par son souci d'opposer à la direction du parti une alternative politique de lutte de classes. Ceci la différencie, par exemple, d'Ellenstein qui s'attache surtout à critiquer l'absence de démocratie du PCF, et son lien avec l'héritage stalinien, et son sectarisme vis-à-vis de la social-démocratie; ou d'autres oppositionnels qui se cantonnent à faire des critiques plus ou moins abstraites à la direction du parti sans ébaucher de ligne politique alternative.

Il y aura lieu de revenir sur la discussion - intérieure et extérieure - elle-même, son contenu, ses thèmes et les courants qu'elle révélera, lorsqu'elle sera plus développée.

6) Un organisme qui suit les ventes des journaux dans Paris a récemment fait connaître les chiffres de vente quotidienne moyenne de «l'Humanité» (comme les autres quotidiens) pour «Paris-surface», c'est-à-dire les kiosques. On lit :

	1978	1979
janvier	20849	17148 (soit - 3701)
février	21574	18210 (soit - 3364)

(reproduit dans «Le Monde» du 7 mars 1979)



Femmes

Europe : l'offensive bourgeoise et le mouvement ouvrier face à la lutte pour l'avortement

Jacqueline HEINEN

Certains auraient pu croire, il y a quelques années, que la bourgeoisie était prête à reculer sur la question de l'avortement et à accorder aux femmes un droit qui, somme toute, ne lui coûterait pas grand chose.

Sous la pression des mouvements féministes et des mobilisations de masse réclamant la liberté de l'avortement et de la contraception, qui marquèrent la fin des années 60 et le début des années 70, divers gouvernements d'Europe et d'Amérique du Nord avaient en effet été contraints de faire certaines concessions sur le plan légal.

Mais croire que cela amènerait les gouvernements les plus réactionnaires à suivre le mouvement et que les lois restrictives en question ouvraient une voie royale au droit des femmes de décider librement si oui ou non, elles veulent des enfants, c'était sans compter avec les courants d'extrême-droite - grands défenseurs de la vie des fœtus - qui se sont renforcés depuis lors. Et surtout c'était faire peu de cas des implications sociales et économiques d'une telle réforme.

Concéder aux femmes le droit de contrôler leur propre corps, cela ouvre la voie à beaucoup d'autres exigences. Pourquoi une femme revendiquerait-elle de pouvoir disposer d'elle-même si ce n'est pour sortir de l'état de dépendance dont elle est l'objet, elle dont le «destin» est censé passer d'abord par la cuisine et la chambre des enfants ?

Et comment devenir indépendante sur le plan économique sans engager la bataille pour le droit au travail et tout ce qu'il implique : services sociaux déchargeant les femmes des tâches domestiques et de l'éducation des enfants, formation professionnelle, salaire égal, lutte contre le sexisme et toutes les discriminations dont les femmes sont victimes dans leur travail ? Les luttes sur ce thème n'ont pas manqué depuis 10 ans...

LES CONSEQUENCES DE LA POLITIQUE D'AUSTERITE

Mais la bourgeoisie internationale est surtout confrontée à des problèmes économiques minant toute possibilité de concrétisation des lois sur la question de la contraception et de l'avortement, là où elles ont été modifiées. Et elle s'appuie en général sur des arguments idéologiques réactionnaires pour justifier sa politique rétrograde. Cela ressort très bien des déclarations de certains représentants des partis de la droite - Chirac en tête -, à l'occasion de la campagne pour les élections au Parlement européen. Dans le cadre de la crise économique et sociale, loin de débloquer les crédits nécessaires à cet effet, parlements et gouvernements ne cessent en effet de rogner sur les budgets affectés aux secteurs sociaux, et au secteur hospitalier tout particulièrement (fermeture de certaines unités - et en premier lieu des services gynécologiques -, réduction du personnel, augmentation du coût des prestations médicales, etc.).

En France, par exemple, cette politique d'austérité est menée tambour battant par l'actuel ministre de la Santé, la même Madame Veil qui proposa un projet libéralisant la loi sur l'avortement voici quatre ans...

En Italie, la loi passée l'an dernier est inapplicable, faute de crédits, de lits disponibles et de personnel prêt à l'appliquer. Dans 70% des cas, les médecins se retranchent derrière ladite «clause de conscience» pour se refuser à faire des avortements et la majorité du personnel hospitalier en fait autant, soit pour des raisons idéologiques, soit pour éviter une surcharge de tâches qui n'est compensée ni par une quelconque amélioration de l'infrastructure ni par l'engagement de nouveaux travailleurs.

En Grande-Bretagne, cela fait des années que les femmes ont pu se rendre compte à leurs dépens que, pour avorter dans un hôpital public, il fallait s'inscrire souvent... des mois à l'avance. Ce qui fait les beaux jours des cliniques privées pratiquant des prix exorbitants.

LES ATTAQUES DE L'EGLISE ET DE L'EXTREME-DROITE

A tout cela s'ajoute la campagne de plus en plus agressive des partisans de *«Laissez les vivre»*. A l'image de ce qui se passe aux USA, ceux-ci ont en effet ren-

forcé leur propagande ces derniers temps, se donnant même les moyens de coordonner systématiquement leur action. Depuis les congrès internationaux des médecins débattant gravement du problème de *«l'âme du fœtus»* qui se sont tenus en Suisse, en France et en Grande-Bretagne, jusqu'aux tracts identiques distribués à Londres et à Bruxelles, en passant par la diffusion en diverses langues du livre *«Des bébés à brûler»*, accusant certains médecins de faire des avortements pour procéder à des *«expériences»* sur les fœtus ou même pour en faire du savon (sic !) : tout montre que les forces réactionnaires sont à l'œuvre pour tenter d'imposer le silence aux exigences des femmes ainsi qu'un retour en arrière sur le plan légal là où la loi a été libéralisée.

Et les homélies du Pape et de tous les évêques de la «Sainte Eglise» depuis que celui-ci a lancé sa campagne sur le *«droit de l'enfant à naître»* n'ont fait que renforcer leur détermination. Ses propos ont apporté un soutien inespéré à tous les courants anti-avortement qui se développent au niveau international et en Europe en particulier :

- à l'extrême-droite espagnole qui clamait haut et fort son opposition totale au droit à l'avortement durant les récentes campagnes électorales;
- au Parti démocrate-chrétien qui, en Suisse, lance actuellement une initiative pour le *«Droit à la Vie»*;
- au courant qui, en France, trouve la «loi Veil» trop libérale et voudrait qu'on la supprime;
- à ceux qui, en Belgique, encouragent la politique répressive des autorités, à l'égard non seulement des médecins, mais également des femmes transgressant la loi.

C'est l'ensemble de cette situation qui permet d'expliquer à la fois la non-application des lois passées dans divers pays et les tentatives de revenir en arrière sur le plan légal. C'est cette situation qui explique que la loi n'ait toujours pas été modidiée dans une série de pays européens (Suisse, Belgique, Hollande) ou l'ait été dans un sens tellement restrictif que tout droit des femmes à avorter continue à être nié (Allemagne, France, Luxembourg). Et ceci, malgré des débats parlementaires qui, dans la plupart des cas, durent depuis des années. Libéralisme oblige, l'aile «progressiste» de la bourgeoisie fait de temps à autre quelques passes d'armes en faveur de la libéralisation de l'avortement pour reculer aussitôt face aux attaques des défenseurs du droit à la vie, dès que cela risque de remettre en cause les équilibres subtils de la vie parlementaire.

Mais les femmes ont montré qu'elles n'étaient pas prêtes à attendre patiemment et indéfiniment qu'on veuille bien leur accorder ce que beaucoup d'entre elles considèrent être un droit démocratique élémentaire. La multiplication des mobilisations au niveau local ou national ces dernières années est là pour en témoigner.

Dans de nombreux cas, cependant, elles n'ont pas réussi à faire reculer la bourgeoisie ni à mettre un terme aux attaques de l'extrême-droite, car la passivité des organisations ouvrières et le refus des directions de s'engager dans la bataille ont contribué à isoler leurs luttes et à décourager de nombreuses féministes. La résistance du mouvement ouvrier à reprendre en charge les revendications spécifiques des femmes, dont le droit à l'avortement, n'est pas un mince facteur dans les difficultés que connaissent divers mouvements de femmes européens à coordonner leur action pour riposter frontalement aux attaques de la bourgeoisie.

LE MOUVEMENT OUVRIER SOUS LA PRESSION DES MASSES

Pourtant, la preuve a été faite dans plusieurs pays qu'il était possible d'impliquer les organisations ouvrières et que leur soutien - et parfois leur participation active - à la lutte *«pour le droit de choisir»* avait un effet décuplé dans la prise de conscience et l'engagement militant sur cette question chez les femmes des couches les plus exploitées et chez les travailleurs en général.

Le travail patient effectué en Grande-Bretagne aussi bien par le NAC (Campagne nationale sur l'avortement) que par le LARC (regroupement pour le droit à l'avortement au sein du Parti travailliste) a porté ses fruits et s'est traduit en novembre dernier par une conférence rassemblant quelque 400 délégué(e)s des principaux syndicats anglais. Ceux-ci votèrent leur soutien à la campagne engagée par le NAC pour la multiplication de centres de jour pour l'avortement ainsi qu'à la Journée internationale d'action du 31 mars 1979.

Mais surtout, la conférence mandata les délégués pour qu'ils impulsent l'organisation d'une manifestation du mouvement ouvrier au cas où le Parlement ferait le moindre geste pour limiter la loi sur l'avortement.

En vente à la Librairie La Brèche

Certes, il reste à obtenir que cette orientation des syndicats se traduise dans les faits. Cependant, les initiatives impulsées par les féministes du NAC, depuis qu'en 1975 certains députés ont commencé à remettre la loi en question, ont d'ores et déjà obligé le Parti travailliste, après une longue bataille, à appuyer une résolution favorable au droit à l'avortement lors de son congrès de 1977. Bien entendu, la direction du parti n'a jamais rien fait à ce propos et les ministres travaillistes ont même mené l'an dernier une offensive idéologique centrée sur la crise de la famille, renforçant ainsi l'idée du statut des femmes en tant que main-d'œuvre d'appoint. Mais cette prise de position du congrès a contribué sans aucun doute à susciter des débats dans les sections syndicales quant aux initiatives à prendre.

L'issue de la bataille pour l'élargissement de la loi de 1967 - qui est restrictive sur divers plans et ne donne pas le droit de décision à la femme elle-même - dépendra maintenant de la capacité du NAC, du LARC et des militant(e)s syndicaux les plus combatifs à impulser des initiatives qui contraignent les syndicats et le Parti travailliste à appliquer leur orientation et à participer activement aux actions menées par des comités locaux.

De manière analogue, l'ampleur de la mobilisation menée depuis plus de trois ans par les comités pour la dépénalisation de l'avortement en Belgique et les manifestions nationales qu'ils ont organisées à deux reprises, le 8 mars 1977 et le 8 mars 1978, ont eu des répercussions évidentes sur l'attitude adoptée par les partis réformistes. Au plan parlementaire d'abord, avec la présentation par trois députés socialistes d'un projet de loi faisant de l'avortement un simple acte médical, auquel correspond - intérêts de chapelle obligent - un autre projet du PC allant plus ou moins dans le même sens. Mais c'est surtout au niveau de la mobilisation elle-même qu'on note un changement de taille depuis un peu plus d'un an.

Grâce au caractère de masse et à la continuité des initiatives du mouvement pour la dépénalisation de l'avortement, grâce aussi aux militantes féministes et aux militants de la gauche syndicale qui se sont obstinés à poser cette question dans leurs organisations, le Parti socialiste a, pour la première fois, inscrit la revendication de la dépénalisation et du droit de la femme à décider dans son propre programme électoral. Suivi par la FGTB (la centrale syndicale la plus importante du pays qu'il contrôle) et les Femmes Prévoyance socialiste (organisation féminine étroitement liée au parti), le PS a résolu d'apporter son soutien à la Journée d'action organisée le 31 mars à Bruxelles. La présence de dirigeants du parti dans cette manifestation, si elle n'est en rien une garantie de la politique que mènera concrètement le PS par la suite, montre toutefois que le travail de taupe des comités a payé et ne manquera pas de provoquer toutes sortes de contradictions dans les rangs réformistes vu la politique de collaboration de classe que poursuit la direction.

Nul doute que la question de l'avortement contribuera à détacher les militantes et les militants du PS les plus combatifs de leur parti si le mouvement pour le droit des femmes de décider continue à s'élargir, gagnant en audience au sein des rangs ouvriers.

UNE RADICALISATION QUI AIGUISE LES CONTRADICTIONS

En effet, les positions qu'un certain nombre de partis réformistes ont adoptées sous la pression des mobilisations de masse et de la radicalisation qui s'exprimait dans leurs propres rangs sont profondément contradictoires avec leur orientation générale et leur insertion plus ou moins importante dans l'appareil d'Etat.

Cela apparaît clairement, pour ne prendre qu'un exemple, dans le cas du PCI qui fut obligé de faire un tournant à 180 degrés après les manifestations de dizaines de milliers de femmes descendues dans la rue fin 1975 et début 1976. Son hostilité déclarée à l'avortement se transforma soudain en une position plus ou moins libérale qu'il monnaya avec la Démocratie chrétienne au fil des débats parlementaires.

D'où le caractère contradictoire de la loi qu'il a contribué à promulguer et la libéralisation très partielle que celle-ci implique. Si le PCI a changé de position, c'est qu'il ne pouvait guère faire autrement, vu l'ampleur des mobilisations et la participation «sauvage» de beaucoup de ses militantes aux premières manifestations appelées par le MLF, en dépit des consignes données par la direction. Outre le souci de garder le contrôle sur sa base, il espérait faire la preuve aux yeux des masses de la validité de sa stratégie de «compromis historique», en leur prouvant qu'il était possible de réformer l'Etat bourgeois au travers de l'introduction d'une loi ne pouvant qu'améliorer la vie de millions de femmes.

Mais l'arme était à double tranchant. Accepter d'être le gérant des intérêts capitalistes et d'appliquer la politique d'austérité imposée par la classe dominante laisse peu d'espace pour donner le change aux femmes qui exigent de voir enfin appliqué un droit qu'elles viennent en principe d'obtenir. Dans les grandes villes où les municipalités sont aux mains du PCI, les yeux des femmes commencent à se déciller. Certes, les statistiques établies moins d'un an après le passage de la loi montrent qu'il y est beaucoup plus facile d'obtenir un avortement que dans les régions dominées par la DC. Mais même dans ce cas, les queues se formant à la porte des hôpitaux, incapables de répondre à la demande, montrent à beaucoup de celles qui avaient cru à la victoire que cette loi n'est qu'une chimère pour la grande majorité d'entre elles.

Par ailleurs, la résistance du PCI comme de la plupart des PC européens à reconnaître l'avortement comme un droit a, elle aussi, des implications explosives face à la radicalisation croissante des femmes que ces partis influencent.

Cela s'exprime dans la réponse de la direction de l'UDI (Union des femmes italiennes contrôlées par le PCI) à l'appel de la CIDA pour que l'UDI soutienne la Journée du 31 mars. Les responsables de cette organisation dirent ne pouvoir s'associer officiellement à la campagne dont l'une des revendications centrales est le droit des femmes à l'avortement. Selon elles, la libéralisation de la loi s'imposait en Italie en raison du *«droit à la santé»* des femmes, mais elles refusent de considérer l'avortement comme un *«droit civil»* dans la mesure où elles continuent à y voir une violence à l'égard de la femme.

Cela n'a pas empêché les militantes du groupe de l'UDI à Turin de se joindre à l'initiative prise dans cette ville par nos camarades des GCR et d'appeler avec eux à un rassemblement s'inscrivant dans cette journée de solidarité internationale.

Ce n'est ni le premier, ni le dernier exemple de réactions de militantes de la base mettant directement en cause l'orientation de leur direction sur la question de l'avortement. Et cela ne se limite pas au PCI. Dans le PCF aussi, des militantes et des militants de la région parisienne, regroupés autour du bulletin *«Luttes et débats»* ont refusé il y a peu d'entériner la politique sectaire de leur parti.

Dans une lette ouverte publiée dans *Le Monde* - après avoir été refusée par *L'Humanité* -, ils mettaient l'accent sur l'incohérence de la direction du PCF qui fait de grandes déclarations sur la nécessité de mener une campagne à propos de l'avortement tout en refusant de participer à toute activité unitaire dans les comités locaux qui se mettent en place.

Néanmoins, en dépit d'une attitide analogue dans la CGT - contrôlée par le PC - on voit de plus en plus de militant(e)s de ce parti et de cette organisation syndicale participer à des mobilisations au niveau local, que ce soit à titre individuel ou par le biais de la participation de commissions féminines syndicales.

Même chose en Espagne : s'affirmer *«le parti de la libération des femmes»* comme le fait le PCE et s'en tenir à des discours à la tribune des meetings en période électorale n'est pas sans susciter des remous à la base du parti. Et Carrillo, tout comme Marchais, en fera l'expérience à ses dépens si la campagne pour la liberté de l'avortement gagne du poids dans l'Etat espagnol, comme le meeting de Séville, le 31 mars, commençait à l'indiquer (voir le compte-rendu du 31 mars).

Ce qui est vrai pour la direction des PC l'est tout autant pour celles des PS et du mouvement syndical en général. Car le problème, pour les bureaucraties réformistes, c'est que la satisfaction des besoins exprimés par les femmes, notamment en ce qui concerne le droit à l'avortement et à la contraception, est fondamentalement inconciliable avec leur politique de collaboration de classe.

Plus nombreux seront les femmes et les hommes qui commenceront à s'en rendre compte, plus les bureaucrates auront de peine à conserver la barre en mains.

Tout comme une série de revendications immédiates, reprises aujourd'hui massivement par les rangs des syndicats - 35 heures, augmentations uniformes des salaires, maintien du pouvoir d'achat -, le problème du droit à l'avortement et à la contraception est l'un des thèmes que les militant(e)s révolutionnaires doivent reprendre systématiquement dans leur intervention au sein du mouvement ouvrier.

La bataille sur cette question permettra de faire progresser la conscience anti-capitaliste des travailleuses et des travailleurs constatant combien les exigences mises en avant sont incompatibles avec le maintien du système capitaliste. Mais elle permettra aussi de faire un pas en avant dans la lutte pour la reprise en charge par les organisations ouvrières des intérêts spécifiques des femmes et contre toutes les manifestations de sexisme continuant à s'exprimer en leur sein.

Des initiatives comme la conférence des syndicats anglais dont nous parlons plus haut sont un exemple du type d'objectif que nous devons nous fixer. Certes la situation de tel ou tel mouvement ouvrier et le degré de contrôle exercé par les bureaucrates, rendra la chose plus ou moins difficile selon les pays. Cependant, il est évident que seul l'engagement actif de secteurs importants des organisations ouvrières aux côtés des mouvements féministes qui se battent sur la question de l'avortement depuis de nombreuses années, permettront à ceux-ci de sortir de l'isolement relatif dans lequel ils se trouvaient et de donner tout le poids nécessaire à la mobilisation pour pouvoir marquer des points face aux attaques de la classe dominante.

Il s'agit là d'une tâche primordiale. Car si l'idée avancée par certains d'une loi uniforme sur l'avortement que la bourgeoisie parviendrait à passer dans le cadre du Parlement européen tient plus du mythe que de la réalité vu le caractère de cette institution, il n'en reste pas moins que les gouvernements bourgeois sauront très bien exploiter la situation en cas de recul politique important dans l'un des pays où la loi a été libéralisée. Ils s'appuieront sur tout reflux des mobilisations existantes pour tenter de porter de nouveaux coups au droit des femmes de disposer d'elles-mêmes.

C'est pourquoi la Campagne internationale pour le droit à l'avortement est d'une importance aussi cruciale pour maintenir et renforcer la bataille que mènent des centaines de milliers de femmes au niveau du monde entier. Et les revendications qu'elle met en avant doivent en particulier être l'un des axes de la propagande des révolutionnaires dans le cadre de la campagne pour les élections au Parlement européen.

Le 31 mars : un premier bilan des mobilisations

31 mars 1979 : Journée d'action internationale pour le droit à l'avortement et à la contraception et contre la stérilisation forcée. Pour un premier pas dans la construction d'une campagne qui rassemble des femmes et des hommes du monde entier, c'est une réussite !

Dans la vingtaine de pays qui se sont déjà associés formellement à la mobilisation impulsée voici huit mois par la CIDA (Campagne internationale pour le droit à l'avortement), plusieurs dizaines de milliers de personnes ont exprimé le même jour leur volonté commune de lutter pour le droit des femmes de choisir, par des manifestations de rue, des rassemblements, des meetings ou des piquets devant les ambassades des pays où la répression à l'égard des femmes qui avortent est particulièrement brutale.

Nous ne savons pas encore quelle fut l'ampleur des manifestations ou des journées d'action qui ont eu lieu dans une série de villes d'Australie, à Auckland et en Nouvelle Zélande, à Tel-Aviv en Israël, à Mexico, dans les principales villes du Canada et du Québec, de Colombie du Pérou et de la Martinique. Tous ces pays avaient pris soin d'écrire à la coordination de la CIDA pour faire part des initiatives qu'ils avaient mises sur pied.

Mais nous savons qu'il y avait un millier de personnes au Venezuela pour un premier meeting sur l'avortement et qu'un grand rassemblement s'est tenu dans le Parc central de la capitale du Costa-Rica, en présence de la presse et de la télévision, pour lancer la campagne dans ce pays. Nous savons que les efforts de la coordination des Etats-Unis ont été couronnés de succès puisque des manifestations ont eu lieu dans 25 villes, dont celle de New-York, qui a réuni 5000 personnes. Au Danemark, une manifestation a eu lieu à Copenhague devant le Parlement, pour exiger des informations sur les effets de la pillule, la nationalisation de l'industrie pharmaceutique et le droit des usagers sur la recherche à la contraception.

En Hollande, 6000 à 7000 personnes ont participé aux manifestations organisées en trois points du pays par le mouvement «Nous, les femmes, nous voulons». A La Haye, notamment, la manifestation s'est faite à bicyclette pour se rendre devant l'ambassade d'Irlande et manifester la solidarité des féministes hollandaises avec toutes celles qui risquent de très fortes amendes, voire la prison... lorsqu'elles usent de contraceptifs.

En Grande-Bretagne, la manifestation de 5000 personnes qui a eu lieu à Londres comprenait des cortèges importants de femmes latino-américaines, ainsi que de femmes d'autres pays européens, et la dimension internationaliste de cette journée d'action s'est marquée notamment par la prise de parole d'une femme asiatique lors du rassemblement final.

En Belgique, c'est un cortège très coloré d'environ 7000 personnes, avec des ballons verts et violets aux couleurs de la CIDA, qui a défilé dans les rues de Bruxelles. Des comités pour la dépénalisation et des groupes féministes venus de tout le pays étaient en tête, suivis par des cortèges importants du PS et de la Jeunesse socialiste, des Jeunesses communistes et de la Ligue révolutionnaire des travailleurs (section de la IVe Internationale). Le PFU (Parti féministe unifié), les Femmes Prévoyance socialiste (liées au PS), les anarchistes, l'organisation Amada, tout le monde était là...

En Suisse, plusieurs centaines de personnes ont participé à Berne à la journée d'action organisée par la coordination nationale soutenue par les groupes du MLF, diverses organisations féministes, le PS, le Parti du Travail (PC) et les organisations d'extrême-gauche. La dimension internationale de cette initiative se traduisait par la présence de deux femmes venues de Hollande et de France ainsi que par des motions de solidarité avec les femmes irlandaises et iraniennes.

En Italie, en dépit de mobilisations importantes ces derniers mois contre les déclarations du Pape, les meetings organisés à Rome et Milan n'ont réuni que quelques centaines de personnes. Mais la participation de l'UDI (Union des femmes italiennes, liée au PCI) au rassemblement appelé à Turin par nos camarades des GCR («Gruppi Communisti Revoluzionari», section de la IVe Internationale) est un signe encourageant. Cela montre la sensibilité existant chez des militantes du PCI et chez des femmes influencées par les partis réformistes quant à l'importance de la campagne à mener pour obtenir l'application de la loi.

En France, comme en Italie, la mobilisation a été restreinte. Plusieurs actions - rassemblements, meetings, distributions massives de tracts - ont été organisées à Paris, Lyon, Rouen, Montpellier... L'une des initiatives les plus intéressantes fut celle du Havre, où les groupes femmes, le MFPF (Mouvement français du Planning familial), le SNES (syndicat enseignant), certaines sections syndicales de la CFDT, le PS, le PSU, la LCR avaient appelé à une manifestation qui a réuni 700 personnes et s'est poursuivie le soir par un meeting. Le caractère limité de ces mobilisations est sans commune mesure avec le nombre de comités et de collectifs locaux qui se sont constitués au niveau local ces derniers temps. Mais nombreux sont les groupes qui affirment aujourd'hui leur volonté de dépasser cette situation.

En Espagne, les meetings appelés par les coordinations féministes de Madrid et de Bercelone ont rassemblé chacun près d'un millier de personnes.

A Séville, 300 personnes et toutes les organisations invitées - PSOE, PC, LCR, MCE, BR, POUM - ont répondu à l'appel du mouvement des femmes local pour débattre de la situation et de la campagne à engager dans tout l'Etat espagnol. Certaines ne se sont pas fait faute de faire remarquer au PSOE et au PC qu'en dépit de leurs belles paroles, on ne les avait guère entendus défendre le droit des femmes à avorter durant la campagne électorale... Partout, la répression incroyable qui règne dans ce pays où les femmes peuvent être condamnées jusqu'à 12 ans de prison pour avoir avorté a été dénoncée, et des pétitions ont été signées pour réclamer la légalisation de l'avortement.

Au Luxembourg, le MLF a organisé un piquet devant l'ambassade d'Espagne pour protester contre ces mesures hyper-répressives. L'ambassadeur - alerté - a pris soin de remettre à l'une de femmes présentes un télégramme officiel venu directement de Madrid, affirmant que «selon les chiffres communiqués par le Ministère de la Justice», il n'y aurait «que» 16 femmes en prison pour cause d'avortement...

Au Portugal, enfin, le 31 mars, ce sera... le 7 avril à Porto et à Coïmbra et le 21 avril à Lisbonne (parce qu'il n'y avait pas de salle disponible pour les meetings prévus le 31) ! Mais la CNAC (Coordination nationale de la campagne avortement contraception) a organisé une conférence de presse le 16 mars pour annoncer la Journée d'action qui se déroule au niveau international, et les rassemblements du 8 mars à Lisbonne et à Coïmbra ont montré qu'il était possible de faire un travail unitaire entre militantes des groupes femmes, de certaines commissions féminines syndicales, d'organisations féminines comme le MLM (liée au PC) ou l'UMAR (liée à l'UDP) et les militantes révolutionnaires du PSR (section de la IVe Internationale). Autant de groupes que l'on retrouve dans la campagne avortement qui commence à démarrer...